

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	
-----------------------------	--

POSTE COMPTABLE : DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

M71

BUDGET PRIMITIF Voté par fonction	
--	--

ANNÉE 2019

CR 2018-063

SOMMAIRE

Délibération.....	5-32
I – Informations générales	33-54
A - Informations statistiques, fiscales et financières	33
B - Modalités de vote	35
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent : Résultats	36
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	37
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	38
D1 - Présentation des AP votées	39
D2 - Présentation des AE votées	47
II - Présentation générale du budget	55-64
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	55
A2 - Vue d'ensemble - Total des opérations réelles et d'ordre	56
B - Récapitulation par groupes fonctionnels	57
C1 - Equilibre financier - Investissement	59
C2 - Equilibre financier - Fonctionnement	60
D1 - Balance générale - Dépenses	61
D2 - Balance générale - Recettes	63
III - Vote du budget	65-110
A - Section d'investissement - Vue d'ensemble.....	65-86
A.900 - Services généraux	67
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage	68
A.902 - Enseignement	69
A.903 - Culture, sports et loisirs	70
A.904 - Santé et action sociale	71
A.905 - Aménagement des territoires	72
A.906 - Gestion des fonds européens	73
A.907 - Environnement	74
A.908 - Transports	75
A.909 - Action économique	78
A.921 - Taxes non affectées	79
A.922 - Dotations et participations	80
A.923 - Dettes et autres opérations financières	81
A.925 - Opérations patrimoniales	82
A.926 - Transferts entre les sections	83
A.95 - Chapitres de prévisions sans réalisations	84

SOMMAIRE

B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	87-110
B.930 - Services généraux	90
B.931 - Formation professionnelle et apprentissage	91
B.932 - Enseignement	92
B.933 - Culture, sports et loisirs	93
B.934 - Santé et action sociale	94
B.935 - Aménagement des territoires	95
B.936 - Gestion des fonds européens	96
B.937 - Environnement	97
B.938 - Transports	101
B.939 - Action économique	101
B.940 - Impositions directes	102
B.941 - Autres impôts et taxes	103
B.942 - Dotations et participations	104
B.943 - Opérations financières	105
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	106
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	107
B.946 - Transferts entre les sections	108
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement.....	109
B.95 - Chapitres de prévisions sans réalisations	110
 IV – Annexes	 111-18
A – Présentation croisée	110-137
A.900 - Services généraux	111
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage	112
A.902 - Enseignement	113
A.903 - Culture, sports et loisirs	115
A.904 - Santé et action sociale	116
A.905 - Aménagement des territoires	117
A.906 - Gestion des fonds européens	118
A.907 - Environnement	119
A.908 - Transports	120
A.909 - Action économique	123
A.930 - Services généraux	124
A.931 - Formation professionnelle et apprentissage	127
A.932 - Enseignement	128
A.933 - Culture, sports et loisirs	130

SOMMAIRE

A.934 - Santé et action sociale	131
A.935 - Aménagement des territoires	132
A.936 - Gestion des fonds européens	133
A.937 - Environnement	134
A.938 - Transports	137
A.939 - Action économique	138
 B - Eléments du bilan	 139-154
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie.....	139
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette.....	140
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux.....	142
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours.....	143
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture.....	144
B2 - Méthodes utilisées.....	145
B3 - Etat des provisions constituées	148
B4 - Etat des charges transférées.....	149
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	150
B6 - Etat des prêts	152
B7.1 - Equilibre des opérations financières – Dépenses.....	153
B7.2 - Equilibre des opérations financières – Recettes.....	154
 C - Engagements hors bilan	 155-16
C1.1 - Etat des emprunts garantis	155
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	156
C2 - Subventions versées	157
C3 - Etat des contrats de crédit-bail	158
C4 - Etat des contrats de PPP	159
C5 - Etat des autres engagements donnés	160
C6 - Etat des engagements reçus	161
C7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	162

SOMMAIRE

D - Autres éléments d'information	164-181
D1.1 - Etat du personnel	164
D1.2 - Etat du personnel	169
D2 - Liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier	172
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	176
D3.2 - Liste des établissements publics créés	177
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	178
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	179
D3.5.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	180
D3.5.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	181
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	183-184
E1 - Décisions en matière de taux des contributions	183
E2 - Arrêté et signatures	184

DELIBERATION N° CR 2018-063

Du 19 décembre 2018

Fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2019.

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général des impôts,

VU le code des douanes,

VU le code monétaire et financier,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU l'arrêté du 1^{er} août 2004 modifié relatif à l'application d'un plan comptable au secteur public local,

VU l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 71 applicable aux régions à compter du 1^{er} janvier 2018,

VU la délibération n° CR 51-04 du 16 décembre 2004 sur le choix du mode de vote du budget régional,

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant adoption du règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016,

VU les délibérations n° CR 03-05 du 31 janvier 2005 et n° CR 69-05 du 15 décembre 2005 relatives à l'inventaire comptable à la Région Ile-de-France,

VU la délibération n° CR 45-12 du 27 septembre 2012 portant diverses dispositions d'ordre budgétaire et financier et notamment ses articles 6, 7, 8 et 9, et la délibération CR 2018-012 du 31 mai 2018 portant budget supplémentaire pour 2018, notamment son article 5,

VU la délibération n° CR 12-00 du 4 mai 2000 portant diverses mesures relatives aux instruments pluriannuels de gestion de l'emprunt, et notamment son article 2 relatif à la mise en place d'un programme d'émissions internationales de titres à moyen terme (EMTN),

VU le budget de la Région pour 2002 en date du 1^{er} février 2002, et notamment son article 10 relatif à la mise en place d'un programme de billets de trésorerie,

VU la délibération n° CR 32-10 du 17 juin 2010 relative aux règles de transparence demandées par la Région Ile-de-France à ses partenaires financiers et bancaires, en particulier au regard de leur activité dans les paradis fiscaux,

- VU** la délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020,
- VU** la délibération n° CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à la prise d'autorité de gestion et à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER de la période 2014-2020,
- VU** la délibération n° CR 90-14 du 19 décembre 2014 fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2015, et portant adoption de l'annexe au règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 relative aux modalités de gestion des fonds européens pour la programmation 2014-2020,
- VU** la délibération n° CR 2018-011 relative à l'adoption du compte administratif 2017,
- VU** la délibération n° CR 2018-057 du 22 novembre 2018 portant diverses dispositions financières,
- VU** la délibération n° CR 2018-056 du 22 novembre 2018 sur les orientations budgétaires pour 2019,
- VU** le rapport d'activité et de développement durable 2018 de la Région Ile-de-France,
- VU** le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la Région pour 2018,
- VU** le rapport n° CR 2018-063 présenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
- VU** l'avis du comité technique en date du 15 mai 2018,
- VU** l'avis n°2018-09 du Conseil économique, social et environnemental régional en date du 13 décembre 2018 portant sur le budget primitif,
- VU** les avis émis par la Commission des finances et les autres Commissions saisies,

DELIBERE

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE 1

Le montant des recettes affectées à la section de fonctionnement est fixé pour 2019 à 6 085 386 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget est fixé pour 2019 à 709 344 000 euros.

Le montant des recettes affectées à la section d'investissement est fixé pour 2019 à 4 671 782 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Le Conseil Régional mandate la Présidente pour obtenir du Gouvernement le dégel de la dotation régionale d'équipement scolaire afin que les évolutions, notamment démographiques, soient prises en compte dans son calcul.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2

Le montant des autorisations de programme ouvertes à la section d'investissement du budget de la Région d'Ile-de-France est fixé pour 2019 à 2 082 184 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section d'investissement est fixé pour 2019 à 4 671 782 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des autorisations d'engagement ouvertes à la section de fonctionnement du budget de la Région d'Ile-de-France est fixé pour 2019 à 2 178 196 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section de fonctionnement est fixé pour 2019 à 6 085 386 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3^e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 3

Au-delà du montant de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget, il peut être procédé, dans la limite de 587 000 000 euros, à des tirages d'emprunt ayant pour objet le refinancement d'opérations de remboursement qui seraient effectuées, dans les mêmes limites, sur l'encours de dette mobilisé sur la ligne de crédit long terme à encours variable conclue en 2007 auprès du groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier. La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France est autorisée à négocier et à signer les documents contractuels correspondants.

ARTICLE 4

Les emprunts nécessaires à l'équilibre du budget peuvent être contractés soit dans le cadre du contrat mentionné à l'article 3, soit dans le cadre du programme d'émissions internationales de titres à moyen terme (Euro Medium Term Note) signé le 4 mai 2001, soit hors de ces contrats cadres, sur une durée maximale de 30 ans.

Ces emprunts peuvent prendre la forme :

- 1) de contrats d'emprunt auprès des établissements bancaires ;
- 2) de contrats nécessaires à l'émission de titres, avec ou sans cotation, qu'il s'agisse d'émissions syndiquées ou non, réalisées dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L. 411-1 du Code Monétaire et Financier, ou réservées aux investisseurs qualifiés au sens de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier, de placements privés, de bons nominatifs ou autres instruments similaires ;
- 3) de contrats auprès d'institutions financières publiques nationales et internationales, à mobilisation annuelle ou pluriannuelle.

Ces emprunts peuvent être régis par le droit français ou par le droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Ces emprunts peuvent être libellés en euros ou en toutes autres devises. Dans ce dernier cas, afin d'assurer une couverture intégrale du risque de change de la Région, un contrat d'échange de devises contre euros doit être conclu lors de la souscription de l'emprunt pour le montant total et la durée totale de l'emprunt.

Les emprunts contractés au titre de cet article, le cas échéant après contrat d'échange de devises, sont indexés uniquement sur des indices sous-jacents de la zone euro (EONIA, Euribor, TAM, OAT, CMS ou tout autre index communément utilisé par les marchés financiers). En termes de structure, ils ne comportent aucun effet multiplicateur.

Les offres sont sélectionnées à l'issue d'une mise en concurrence d'au moins deux établissements permettant de comparer les conditions financières proposées, après prise en compte des contrats d'échange de devises et de taux s'il y a lieu.

Les primes et commissions versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers lors d'une opération d'emprunt ne peuvent excéder 1% du montant de l'opération réalisée.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à définir l'ensemble des caractéristiques de l'opération (notamment en termes de montant, durée, type d'amortissement), à lancer des consultations, à retenir les meilleures offres, à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue et à signer les documents contractuels correspondants et les avenants éventuels.

ARTICLE 5

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à mettre à jour et à signer la documentation et les contrats relatifs à l'actualisation du programme d'émissions internationales de titres à moyen terme (EMTN).

ARTICLE 6

Pour couvrir ses besoins de trésorerie, la Région peut recourir à des émissions de titres de créances négociables à court terme (dits NEU CP, ex billets de trésorerie) réalisées dans le cadre de son programme signé en 2002. Les émissions sont réalisées après consultation de l'ensemble des établissements ayant signé le programme. La Région a la faculté d'effectuer à son gré des émissions et des remboursements, dans la limite du plafond de ce programme, soit 1 000 000 000 euros.

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à mettre à jour et à signer la documentation et les contrats relatifs à ce programme.

La durée des titres émis dans le cadre de ce programme ne peut excéder un an. Les titres sont émis en euros, soit à taux fixe, soit à taux variable.

Dans le cas d'émissions à taux fixe, un contrat d'échange de taux fixe contre taux variable peut être conclu. Dans le cas d'émissions à taux variable, un contrat d'échange de taux variable contre taux fixe peut être conclu. La Présidente du Conseil Régional est habilitée à négocier et à signer les documents contractuels correspondants.

ARTICLE 7

Pour la gestion de sa trésorerie, la Région peut utiliser la ligne de crédit mentionnée à l'article 3 en tant que ligne de trésorerie et elle aura la faculté d'effectuer à son gré des tirages et des remboursements sur cette ligne dans la limite du plafond contractuel, fixé à 587 000 000 euros.

ARTICLE 8

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à lancer des consultations, retenir les meilleures offres et signer les documents contractuels pour la mise en place d'une ou plusieurs lignes de trésorerie pour un montant global de 500 000 000 euros. La Région a la faculté d'effectuer à son gré des

tirages et des remboursements sur cette ligne pour répondre aux besoins occasionnels de trésorerie. Ces lignes peuvent être indexées, au choix de la Région, sur les taux EONIA, T4M, TAG ou EURIBOR.

ARTICLE 9

Les emprunts en cours au 31 décembre 2018 ou contractés au titre de l'exercice 2019 peuvent faire l'objet d'opérations d'aménagement et de gestion active de la dette dans un objectif de couverture du risque de taux d'intérêt et d'optimisation du coût de la dette régionale.

Le capital des emprunts faisant l'objet de ces opérations ne peut être supérieur à leur capital restant dû.

Ces opérations peuvent prendre la forme de contrats de couverture ou d'échange de taux d'intérêt à engagement ferme, conditionnel ou optionnel sur les marchés de gré à gré, afin de transférer le risque de taux entre taux variable et taux fixe ou inversement, de garantir ou de fixer par anticipation ou en différé un niveau de taux ou de marge.

La durée maximale de ces opérations ne doit pas être supérieure à la durée d'amortissement résiduelle des emprunts sur lesquels elles portent.

Les produits de couverture retenus sont, en termes d'indices, indexés uniquement sur des indices sous-jacents de la zone euro (EONIA, Euribor, TAM, OAT, CMS, ou tout autre index communément utilisé par les marchés financiers) et, en termes de structure, ne comportent aucun effet multiplicateur.

Les établissements de crédit cocontractants doivent être sélectionnés à la suite d'une consultation mettant en concurrence au moins deux établissements dont la compétence est reconnue pour ce type d'opération.

Les primes et commissions cumulées versées au titre des contrats de couverture et d'échange de taux d'intérêt ne peuvent excéder 1 % annuellement du capital de référence cumulé couvert.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à lancer des consultations, retenir les meilleures offres, passer les ordres pour effectuer l'opération retenue, signer les documents contractuels correspondants ainsi qu'à résilier ou modifier les contrats déjà conclus.

ARTICLE 10

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1 618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) concernant les placements des fonds disponibles, dans les conditions prévues par cet article.

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à négocier et signer tout document nécessaire à la réalisation de ces placements.

La décision prise dans le cadre de cette délégation doit porter les mentions suivantes :

- l'origine des fonds ;
- le montant à placer ;
- la nature du produit souscrit ;
- la durée du placement ou l'échéance maximale du placement.

ARTICLE 11

L'assemblée délibérante est tenue informée, à l'issue de chaque exercice budgétaire, des opérations conduites en application des articles 4, 8, 9 et 10 du présent titre. Il est rendu compte des éléments relatifs aux opérations visées par ces articles au compte administratif de l'exercice considéré. S'agissant des opérations visées à l'article 9, ce compte rendu précise les caractéristiques de chacune des opérations (taux de référence, durée, montant et spécification de la dette couverte) et les conditions d'exécution du contrat. Il fait en outre apparaître le montant de la dette couverte ainsi que le total des charges et produits constatés sur chaque ligne d'emprunt depuis la signature des contrats correspondants.

ARTICLE 12

Approuve la création de 84 postes ainsi que de 8 postes d'assistants techniques dans le cadre des programmes européens. La ventilation par filière, catégorie et cadre d'emploi est déclinée selon le tableau figurant à l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

ARTICLE 13

Le Conseil régional autorise le recours à des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en raison des besoins de service ou de la nature des fonctions, sur les postes de catégorie A inscrits en annexe IV C1 « Autres éléments d'informations – Etat du personnel au 01/01/2019 » à la présente délibération et dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 de la présente délibération, à la condition qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

ARTICLE 14

Le Conseil régional mandate la Présidente du Conseil régional afin d'engager des discussions avec le Gouvernement en vue de la mise en place d'une TVA à 5,5% dans les transports publics.

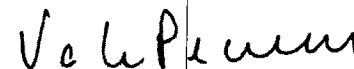
ARTICLE 15

Le Conseil régional mandate la présidente du Conseil régional pour demander au conseil d'administration d'ADP que la région Île-de-France soit représentée au conseil d'administration en qualité de censeur.

ARTICLE 16

Le Conseil Régional mandate la présidente du Centre Hubertine Auclert pour expérimenter l'outil « Violentomètre » dans le cadre de sa politique de lutte contre les violences faites aux femmes.

**La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France**



Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION - CREATION D'EMPLOIS PAR CATEGORIE

Créations d'emploi concernant les établissements publics locaux d'enseignement

VENTILATION SELON LA DESTINATION DES CREATIONS D'EMPLOIS	CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POSTES
Brigade mobile d'urgence pour les lycées	A	Attaché territorial	3
	C	Adjoint technique	12
Créations d'emplois pour les lycées liées au renforcement de l'organisation des services dans les établissements publics	C	Adjoint technique des établissements d'enseignement	42
S/Total			57

Créations d'emploi concernant l'intégration des activités d'ARCADI

VENTILATION SELON LA DESTINATION DES CREATIONS D'EMPLOIS	CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POSTES
Intégration des activités d'ARCADI	A	Attaché territorial	14
	B	Rédacteur territorial	2
	B	Assistant de conservation du patrimoine	7
	C	Adjoint administratif	4
S/Total			27

Emplois dédiés à l'assistance technique dans le cadre des programmes européens 2014-2020	A	Attaché territorial	8
--	---	---------------------	---

ANNEXE 2 : Fonctions regroupant les postes de catégorie A pour lesquels l'Assemblée régionale autorise le recours à des agents contractuels

Une Fonction regroupe les postes budgétaires proches les uns des autres du fait des activités exercées, des connaissances et savoir-faire mobilisés ainsi que du niveau de compétences attendu. Aussi, les fonctions décrites ci-après regroupent l'ensemble des postes de catégorie A pour lesquels l'Assemblée régionale autorise le recours à des agents contractuels.

* Le total de la rémunération des contractuels correspond au traitement indiciaire mensuel brut de référence et au régime indemnitaire versé en application de la délibération CR 2017-175 du 23 novembre 2017 et de la délibération CR 2018-036 du 20 septembre 2018.

FONCTIONS	NATURE DES FONCTIONS	GRADES DE REFERENCE	NIVEAU DE RECRUTEMENT	REMUNERATION*
Domaine 1 : Pilotage des ressources				
Famille 1 : Elaboration et pilotage des politiques publiques				
Directeur-trice	<p><u>Mission</u> : Participer à la définition des orientations de l’institution et assurer leur mise en œuvre. Sous la responsabilité de la direction générale, assurer la direction des services dont il a la charge et piloter leur organisation.</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances de l’environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l’action publique et des libertés publiques. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Conception, élaboration et contrôle de la mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d’une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d’actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs pôles, services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe- Administrateur général Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l’indice de début et l’indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l’article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable de direction	<p><u>Mission</u> : Diriger des structures et/ou équipes et piloter leur organisation. Participer à la définition des orientations de la collectivité et assurer leur mise en œuvre. Il peut être autorité hiérarchique et conduire les entretiens professionnels, à ce titre.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	<p>Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe</p> <p>Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Directeur Adjoint	<p><u>Mission</u> : Contribuer à organiser les moyens matériels et humains afin d'assurer la mise en œuvre des politiques publiques avec efficacité et en adéquation avec les objectifs de la direction. Peut recevoir une délégation de fonctions temporaire (partielle ou totale) et/ou assurer l'intérim de l'autorité hiérarchique.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	<p>Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe</p> <p>Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Inspecteur-trice général-e	<p><u>Mission</u> : Piloter des missions générales de contrôle, d’audit, d’étude, de conseil, de médiation à l’égard des services de la collectivité et des organismes associés.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l’environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des fondements de l’action publique et des libertés publiques. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Bonnes connaissances des risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances de l’ingénierie projet. Bonnes connaissances des principes généraux du contrôle de l’évaluation et de l’audit. Maîtrise de la stratégie des organisations.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Coordination d'études et/ou des projets transversaux en intégrant des contraintes techniques administratives et financières. Elaboration de solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	<p>Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe- Administrateur général</p> <p>Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Expert de haut niveau	<p><u>Mission</u> : Fournir au managment supérieur, sur la demande de celui-ci, ou de sa propre initiative, une expertise sûre et indépendante dans un domaine de spécialité juridique, budgétaire ou technique, pour lui permettre d’agir en pleine connaissance de l’état des sujets, de leurs perspectives et des conséquences des actions envisagées.</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances de l’environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs.</p> <p><u>Expliquer des situations ou des décisions en s’appuyant sur des connaissances dans le domaine d’activités au sein de son service.</u></p>	<p>Directeur/Attaché hors classe - Administrateur – Administrateur hors classe - Administrateur général</p> <p>Ingénieur hors-classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Chargé-e de mission politiques publiques	<p><u>Mission</u> : A partir des orientations de la direction générale, exercer une activité d'expertise et de prospective qui contribue à l'élaboration et au déploiement efficient des politiques publiques.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef</p> <p>Attaché de conservation du patrimoine.</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 2 : Management de proximité				
Responsable de service	<p><u>Mission</u> : Participer à la définition de la stratégie de déploiement des politiques publiques de son périmètre. Organiser les moyens matériels et humains à disposition afin d'assurer leur mise en œuvre avec efficacité et en adéquation avec les objectifs de la direction. Autorité hiérarchique, conduite des entretiens professionnels.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes Connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Coordonner le travail d'un service. Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable de service adjoint	<p><u>Mission</u> : Participer au déploiement des politiques publiques de son périmètre. Contribuer à l'organisation des moyens matériels et humains à disposition afin de participer à leur mise en œuvre avec efficacité et en adéquation avec les objectifs du service. Peut recevoir une délégation de fonctions temporaire (partielle ou totale) et/ou assurer l'intérim de l'autorité hiérarchique.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes Connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Elaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Participer à la coordination du travail d'un service. Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Coordonner des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal- Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Chargé-e de coordination des infrastructures SI	<p><u>Mission</u> : Mettre en œuvre des projets relatifs aux technologies de l'information et de la communication de son périmètre. Autorité hiérarchique, conduite des entretiens professionnels.</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissances de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des méthodes de développement d'applications. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Domaine 2 : Organisation et gestion des ressources				
Famille 3 : Affaires générales				
Auditeur-trice/Contrôleur interne/externe	<p><u>Missions</u> : Analyser le fonctionnement des activités de l'institution et de ses organismes associés et effectuer des préconisations (audit) ou mettre en œuvre un dispositif de contrôle de l'organisation et des processus pour réduire les risques liés au fonctionnement de la collectivité et faciliter la continuité de ses activités en cas de problème majeur (contrôle).</p> <p><u>Connaissances</u> : Maîtrise du cadre réglementaire et législatif relatif au contrôle et à l'audit interne. Maîtrise de la méthodologie et des normes professionnelles d'audit et de contrôle interne. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Bonne connaissance des risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissance de l'organisation et du fonctionnement interne de l'institution. Connaissances de base de la stratégie des organisations. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé-e de coordination affaires générales	<p><u>Mission</u> : Coordonner en transversalité l'activité et les procédures administratives, juridiques et/ou financières d'une unité, d'une direction ou d'un service.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du code des marchés publics. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, le fonctionnement des assemblées délibérantes, les processus de décision et circuits administratifs. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 4 : Achat public/Affaires juridiques				
Acheteur public	<p><u>Mission</u> : Participer à la programmation et à la stratégie d'achat dans son périmètre d'intervention. Management de l'achat public de l'évaluation des besoins au bilan d'exécution. Pilote la conception et l'élaboration de la commande publique en liaison avec les services concernés avec pour objectif de satisfaire les besoins tout en optimisant l'impact économique, social et environnemental de l'acte d'achat.</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des techniques de rédaction administrative. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Connaissance ou sensibilisation au droit de la concurrence et au droit privé.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets marchés publics	<p><u>Mission</u> : Concevoir et élaborer les contrats publics et les dossiers de marchés publics (procédure, programmation, etc.), en liaison avec les pôles, directions, services concernés.</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des techniques de rédaction administrative. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Juriste	<p><u>Mission</u> : Mission de conseil juridique, de rédaction ou de contrôle de la validité des actes et de gestion des litiges et des contentieux.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances approfondies dans une ou plusieurs branches spécialisées du droit. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 5 : Communication				
Attaché-e de presse	<p>Mission : Gérer les relations avec les médias (presse écrite, TV, radio, web, etc.). Contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions de communication internes et externes, vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale.</p> <p>Connaissances : Connaissances des techniques journalistiques et de plan médias. Bonnes connaissances des modes de fonctionnement et de l'organisation des médias. Bonnes capacités rédactionnelles. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p>Niveau de technicité : Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'actions. S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec les partenaires décideurs et des acteurs externes. Optimiser les moyens d'action et ressources pour atteindre les objectifs de l'activité.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable communication éditoriale et/ou numérique	<p>Mission : Assurer la rédaction, la réalisation et la diffusion de l'information sur tout support. Contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions de communication interne et externe, vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale.</p> <p>Connaissances : Connaissances des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Bonnes connaissances de la chaîne graphique. Maîtrise rédactionnelle. Très bonne connaissance des métiers de l'édition. Connaissances de base en graphisme. Connaissance des méthodes de recueil de l'information (entretiens, réunions, enquêtes, reportages, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement et de l'organisation des médias. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p>Niveau de technicité : Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'actions. S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec les partenaires décideurs et des acteurs externes. Optimiser les moyens d'action et ressources pour atteindre les objectifs de l'activité.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets communication	<p>Mission : Mettre en œuvre la communication et la valorisation des dispositifs régionaux au sein de son unité.</p> <p>Connaissances : Capacités rédactionnelles. Connaissance de base des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Connaissance des méthodes d'ingénierie de projet de communication. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p>Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Choisir parmi les moyens d'actions les mieux adaptés à chaque situation.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable des actions de communication	<p><u>Mission</u> : Elaborer, coordonner et mettre en œuvre les actions de communication vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Très bonnes connaissances des méthodes d'ingénierie de projet de communication. Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles (papier, web, etc.). Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec des partenaires internes et externes. Mobiliser un ensemble d'acteurs en vue de la mise en œuvre des politiques régionales. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 6 : Finances				
Contrôleur de gestion (H/F)	<p><u>Mission</u> : Concevoir et animer un dispositif d'aide au pilotage pour améliorer les connaissances des moyens et des ressources de l'action publique et optimiser leur rapport avec les résultats de l'activité de l'institution.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des moyens et ressources de l'action publique. Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des outils et techniques du contrôle de gestion. Connaissances des méthodes et outils d'analyse des coûts. Connaissances de base en droit public. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Contrôleur budgétaire (H/F)	<p><u>Mission</u> : Concevoir et animer un dispositif de conseil à l'élaboration et l'exécution budgétaire de son portefeuille. Est garant de l'optimisation de l'allocation des ressources.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé-e de coordination budgétaire et comptable	<p><u>Mission</u> : Coordonner l'activité budgétaire, comptable et/ou financière de son périmètre.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du code des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable opérationnel des processus financiers	<p><u>Mission</u> : Participer à la définition, mettre en œuvre, suivre et contrôler les processus financiers de son périmètre (emprunt, dette, recettes, trésorerie) en lien avec les partenaires internes et externes.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Connaissance des outils de suivi financier et applications comptables. Maîtrise de l'anglais professionnel et financier (conversation, négociation, discussions budgétaires). Connaissances de base des techniques de simulation financière. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse.</p> <p>Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p> <p>Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe.</p> <p>Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets affaires financières	<p><u>Mission</u> : Piloter des projets en vue de déployer et/ou réformer un système, un processus, dans le domaine des affaires financières.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances des procédures et règles budgétaires et de comptabilité publique (nomenclature M71). Connaissance des applications comptables et bureautiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse.</p> <p>Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 7 : Ressources Humaines				
Responsable des dispositifs ressources humaines	<p><u>Mission</u> : Mettre en œuvre et suivre les dispositifs RH dont il a la charge (prévention-santé au travail, maintien dans l'emploi, dialogue social, gestion de fin de carrière, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances du statut de la fonction publique. Connaissances en droit public. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable de la gestion des ressources humaines	<p><u>Mission</u> : Assurer la gestion individuelle des agents sur son périmètre : mobilité, recrutement, accompagnement des parcours, gestion des situations individuelles, etc.</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances du statut de la fonction publique et des règles de gestion associées. Connaissances en droit public. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets ressources humaines	<p><u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques RH de son périmètre (formation, GPEC, organisation, effectifs, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances du statut de la fonction publique. Connaissances en droit public. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable du management des ressources humaines	<p><u>Mission</u> : Participer à l'élaboration et au portage des politiques RH au sein des pôles. Assure le conseil RH auprès des DGA, encadrement et agents dans une logique d'harmonisation et d'accompagnement collectif.</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances du statut de la fonction publique. Bonnes connaissances en droit public. Bonnes connaissances en gestion de compétences. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 8 : Santé-Sécurité-Conditions de travail				
Ergonome	<p><u>Mission</u> : Etudier les activités pour améliorer les conditions de travail des agents dans les situations existantes ou futures. Concevoir des situations de travail adaptées à l'homme, aussi bien d'un point de vue des caractéristiques physiques et cognitives que psychiques.</p> <p><u>Connaissances</u> : Maîtrise de la démarche et des outils de l'ergonomie et de la conception des systèmes de travail (espaces, outils et modes d'organisation). Connaissances de la réglementation en matière de risques professionnels. Connaissances de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité. Connaissances des problématiques du vieillissement, du handicap et des risques psycho-sociaux. Connaissances de la législation du travail. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Conseiller-ère en prévention des risques professionnels	<p><u>Mission</u> : Participer à la définition, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail à la Région (siège et lycées).</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissance du référentiel qualité normative applicable à la santé et la sécurité. Connaissance de la démarche et des outils de l'ergonomie et de la conception des systèmes de travail (espaces, outils et modes d'organisation). Connaissances de la réglementation en matière de risques professionnels. Connaissances de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité. Connaissances de base du statut de la fonction publique territoriale. Connaissances de la législation du travail. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets sécurité-sûreté	<p><u>Mission</u> : Garantir par son expertise, la stricte application de la réglementation et des grands principes adoptés par la région en matière de Sécurité incendie au sein du parc immobilier de la collectivité.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances relatives aux normes Systèmes Sécurité Incendie. Bonnes connaissances du code de la construction et de l'habitation, de la réglementation contre les risques incendie et de panique. Connaissances de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets management qualité	<p><u>Mission</u> : Participer à la conception et au déploiement de la démarche qualité de la région.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissance des obligations réglementaires et législatives en matière de management de la qualité. Connaissance des référentiels normatifs applicables au management de la qualité. Bonnes connaissances des processus de l'institution, ses flux, les technologies, compétences mobilisées. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics.</p> <p>Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 9 : Systèmes d'information (SI)				
Responsable projets maîtrise d'œuvre SI	<p><u>Mission</u> : Piloter les mises en production, la maintenance et mettre en œuvre des projets informatiques de son périmètre d'intervention.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Maîtrise de l'environnement web, UML, XML, SQL, virtualisation. Connaissances des méthodes de développement d'application. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets maîtrise d'ouvrage SI	<p><u>Mission</u> : Assurer la maîtrise d'ouvrage des projets informatiques de son périmètre et garantir le bon fonctionnement des applications ainsi que leur adaptation aux besoins de la collectivité.</p> <p><u>Connaissances</u> : Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Connaissances des méthodes de développement d'applications. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable de la sécurité des SI	<p><u>Mission</u> : A partir de l'analyse des risques relatifs aux systèmes d'information de la région, définir et mettre en œuvre la politique de sécurité informatique de la collectivité.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissance de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissance des normes, outils, procédures et règles de sécurité en matière de systèmes d'information. Connaissance de base de la méthodologie relative aux normes ISO 27000 et ISO 31000. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe</p>	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Domaine 3 : Conservation et Gestion du patrimoine				
Famille 10 : Conservation du patrimoine				
Archiviste	<p><u>Mission</u> : Participer à la collecte, au traitement et à la valorisation des archives de la région et de ses organismes associés.</p> <p><u>Connaissances</u> : Maîtrise du cadre réglementaire et des normes applicables aux archives et aux versements des éliminations. Maîtrise des règles de communication des archives. Connaissances de base de la propriété intellectuelle. Connaissances des règles de gestion électronique des documents. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Maîtrise des sources d'information (presse, édition, bases de données, internet, etc.). Connaissance des normes de catalogage et d'indexation.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Appliquer une ou plusieurs techniques professionnelles. Interpréter les informations complémentaires recueillies en vue d'opérer les adaptations nécessaires. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Attaché de conservation du patrimoine</p>	<p>BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans</p>	<p>La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.</p>
Documentaliste	<p><u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique documentaire de la collectivité en conduisant notamment la mise en œuvre de projets documentaires et en coordonnant le déploiement des outils d'informatique documentaire.</p> <p><u>Connaissances</u> : Maîtrise des techniques documentaires. Connaissances de base de la propriété intellectuelle. Connaissances des règles de gestion électronique des documents. Connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Maîtrise des sources d'information (presse, édition, bases de données, internet, etc.). Bonnes connaissances de l'informatique documentaire et des NTIC. Connaissance des normes de catalogage et d'indexation.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Appliquer une ou plusieurs techniques professionnelles. Interpréter les informations complémentaires recueillies en vue d'opérer les adaptations nécessaires. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Attaché de conservation du patrimoine</p>	<p>BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans</p>	<p>La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.</p>
Responsable projets valorisation du patrimoine	<p><u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des projets d'étude et de valorisation du patrimoine de la région.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés à la conservation et la valorisation du patrimoine. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés à la conservation et la valorisation du patrimoine. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de conservation et de valorisation du patrimoine. Connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Très bonnes connaissances en histoire de l'architecture et histoire de l'art. Connaissance des méthodes de l'inventaire général du patrimoine culturel. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	<p>Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe</p> <p>Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef</p> <p>Attaché de conservation du patrimoine - Conservateur de patrimoine</p>	<p>BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans</p>	<p>La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.</p>

Famille 11 : Travaux et maintenance du patrimoine				
Responsable études gestion du patrimoine	<p><u>Mission</u> : Assurer le montage technique, financier et architectural des opérations de construction, de rénovation et/ou d'équipement du patrimoine de la région (siège et lycées).</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances techniques (génie civil, entretien des bâtiments, corps d'état, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.</p>	Attaché de conservation du patrimoine - Conservateur de patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable opérations de construction et de maintenance	<p><u>Mission</u> : Piloter et coordonner les travaux de construction, de rénovation, d'aménagement, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Région (siège et lycées).</p> <p><u>Connaissances</u> : Très bonnes connaissances techniques (génie civil, entretien des bâtiments, corps d'état, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Domaine 4 : Développement du territoire et service aux usagers				
Famille 12 : Actions éducatives/formation professionnelle				
Responsable des dispositifs d'actions éducatives, formation professionnelle et/ou emploi	<p><u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 13 : Aménagement et développement économique				
Chargé-e d'études socio-démographiques	<p><u>Mission</u> : Capter, créer, exploiter, analyser les données démographiques, statistiques nécessaires à la mise en œuvre efficiente des politiques publiques de la collectivité.</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances de l'administration de base de données, des outils de traitement des données statistiques (SAS, BO, access, etc.). et cartographiques (Géo-concept, etc.). Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention et des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable des dispositifs d'action sociale	<p><u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable des dispositifs affaires européennes et/ou internationales	<p><u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissances des différents acteurs communautaires liés aux fonds structurels. Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération décentralisation/interrégionale. Connaissances des politiques et dispositifs d'intervention de l'UE en lien avec les territoires. Bonnes connaissances des aides publiques et aides d'Etat. Bonnes connaissances des programmes européens (cadre réglementaire, champ d'intervention, principes de fonctionnement). Très bonnes connaissances du programme opérationnel régional (POR) : gouvernance, processus d'élaboration, contenu des axes, OS, DGSC, etc. Bonnes connaissances des modalités d'instruction d'un dossier de demande de financements européens : éligibilité, règles de gestion, suivi, certification, évaluation, contrôle. Connaissances de base des dispositifs de prévention et de détection de la fraude. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable des dispositifs en développement économique-innovation-recherche	<p><u>Mission</u> : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissance des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets affaires européennes et/ou internationales	<p><u>Mission</u> : Pilote l'accompagnement et la structuration des projets concernés par les financements européens et/ou le déploiement de la politique de coopération décentralisée/interrégionale.</p> <p><u>Connaissances</u> : Connaissance des différents acteurs communautaires liés aux fonds structurels. Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération. Très bonnes</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets aménagement et/ou transformation du territoire	<p><u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques d'aménagement et de transformation du territoire de son périmètre (prospective, planification, aménagement, sdrif, créations urbaines, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets management environnemental	<p><u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques en faveur de la préservation et de la protection de l'environnement (agenda 21, développement agricole, air, bruit, parcs naturels, déchets, énergie, climat, biodiversité, etc.).</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques de management environnemental. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques de management environnemental. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de management environnemental. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 14 : Culture/Loisirs				
Responsable des dispositifs de développement culturel et/ou sport	<p>Mission : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.).</p> <p>Connaissances : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p>Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets développement culturel et/ou sport	<p>Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement de projets de développement culturel ou de politiques du sport.</p> <p>Connaissances : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques culturelles et de développement du sport. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques culturelles et de développement du sport. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques culturelles et de développement du sport. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p>Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 15 : Restauration collective				
Responsable projets restauration collective	<p>Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement de projets en hébergement et restauration scolaires : tarification, modes de gestion, qualité, lutte contre le gaspillage alimentaire.</p> <p>Connaissances : Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de restauration collective. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Connaissances du contexte institutionnel et juridique des EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p>Technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers...) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.</p>	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 16 : Transport/déplacements			
Responsable projets transports- mobilité	<p><u>Mission</u> : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques relatives aux déplacements, mobilité, transports (collectifs et de marchandises).</p> <p><u>Connaissances</u> : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques de déplacement/mobilité. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques de déplacement/mobilité. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de déplacement. Bonnes connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel.</p> <p><u>Niveau de technicité</u> : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.</p>	Attaché -Attaché principal- Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	<p>BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques > 4 ans</p> <p>La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.</p>

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale*	12 228 726	Nombre de mètres carrés de surface utile de bâtiments (3)	
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	

* Décret n° 2017-1873 du 29 décembre 2017

Informations fiscales (N-2)		
	Région	Pour mémoire, la moyenne nationale
Indicateur de ressources fiscales / habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)	Sans objet	Sans objet

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

	Informations financières - ratios -	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	223,47	
2	Produit des impositions directes / population	78,15	
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	295,43	
4	Dépenses d'équipement brut / population	153,99	
5	Encours de dette / population (2)	460,43	
6	DGF / population	Sans objet	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (3)	0,16	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	0,85	
9	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,52	
10	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2)(3)	1,56	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

LES RATIOS DU BUDGET PRIMITIF 2019

1- Dépenses réelles de fonctionnement / population

Par dépenses réelles, on entend le total des dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des opérations d'ordre (virement, dotation aux amortissements), qui ne donnent pas lieu à décaissement mais à un simple jeu d'écriture comptable, et à l'exclusion du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR), du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens.

2- Produit des impositions directes / population

Ce ratio concerne la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER). En est déduit le reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR), du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens.

3- Recettes réelles de fonctionnement / population

Ce ratio reprend les recettes réelles totales de fonctionnement (nettes du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales - FNGIR, du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens, et hors recettes d'ordre qui correspondent à des transferts entre sections).

4- Dépenses d'équipement brut / population

Ce ratio prend en compte l'ensemble des dépenses d'équipement.

5- Encours de la dette / population

Le ratio est calculé sur l'encours total de la dette au 1/01/2019 (encours prévisionnel).

6- DGF / population

Ce ratio est calculé sur le montant total de la DGF. Il est désormais sans objet, la Région percevant à compter de 2018 une fraction de TVA en remplacement de la DGF.

7- Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement

Ce ratio est calculé en totalisant les dépenses directes et indirectes de personnel (y compris charges sociales), rapportées au total des dépenses réelles de la section de fonctionnement à l'exclusion du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR), du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et de la dotation de compensation versée aux départements franciliens.

8- Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / RRF

Le ratio calculé prend en compte dans le remboursement en capital de la dette le total des dépenses figurant au chapitre 923 article 16 (hors opérations afférentes à l'option de tirage sur la ligne de trésorerie et au refinancement éventuel de l'emprunt consolidé sur les lignes à encours variable).

9- Dépenses d'équipement brut / RRF

Les définitions du numérateur et du dénominateur de ce ratio sont les mêmes que celles indiquées précédemment.

10- Encours de la dette / RRF

Les définitions du numérateur et du dénominateur de ce ratio sont les mêmes que celles indiquées précédemment.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- (2) avec vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : 65861

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise la présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, la présidente est réputée ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget (4) primitif de l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent »

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTATS	C1

SANS OBJET COMPTE TENU DE LA DATE DE VOTE DU PRÉSENT BUDGET PRIMITIF

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET				
Investissement			(1)	
Fonctionnement			(2)	

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses >recettes, et + si recettes >dépenses.

	RESTES A REALISER N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
TOTAL DES RAR			
Investissement			
Fonctionnement			

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	
Investissement	
Fonctionnement	

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I - INFORMATIONS GENERALES		I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR DEPENSES		C2

SANS OBJET COMPTE TENU DE LA DATE DE VOTE DU PRÉSENT BUDGET PRIMITIF

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL	(I)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL	(II)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES		I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR RECETTES		C3

SANS OBJET COMPTE TENU DE LA DATE DE VOTE DU PRÉSENT BUDGET PRIMITIF

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL	(III)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL	(IV)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP0201-026	Amélioration de l'environnement professionnel		130 000,00
		900	130 000,00
2019 - HP0202-001	Moyens des services (hors informatique)		4 430 000,00
		900	4 430 000,00
2019 - HP0202-002	Moyens informatiques des services		9 000 000,00
		900	9 000 000,00
2019 - HP0202-003	Communication institutionnelle		260 000,00
		900	260 000,00
2019 - HP021-005	Projets de territoires Jeunesse et Développement social		500 000,00
		900	500 000,00
2019 - HP044-013	Solidarité internationale		450 000,00
		900	450 000,00
2019 - HP048-016	Coopération décentralisée		800 000,00
		900	800 000,00
2019 - HP048-019	Dispositif actions internationales		650 000,00
		900	650 000,00
2019 - HP12-001	Construction et travaux dans les CFA		19 800 000,00
		901	19 800 000,00
2019 - HP12-002	Equipement des centres de formation d'apprentis		2 400 000,00
		901	2 400 000,00
2019 - HP13-001	Formations sanitaires		2 340 000,00
		901	2 340 000,00
2019 - HP13-002	Formations sociales		1 460 000,00
		901	1 460 000,00
2019 - HP13-005	Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales		300 000,00
		901	300 000,00
2019 - HP21-001	Contrats d'aménagement régional - écoles du premier degré - actions territorialisées		3 500 000,00
		902	3 500 000,00
2019 - HP222-001	Études générales lycées publics		9 500 000,00
		902	9 500 000,00
2019 - HP222-002	Acquisitions		100 000,00
		902	100 000,00
2019 - HP222-003	Construction des lycées neufs		180 428 000,00
		902	180 428 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES			I
PRESENTATION DES AP VOTEES			D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP222-004	Rénovation des lycées publics	902	211 442 000,00 211 442 000,00
2019 - HP222-005	Grosses réparations dans les lycées publics	902	80 349 000,00 80 349 000,00
2019 - HP222-006	Travaux de maintenance	902	23 000 000,00 23 000 000,00
2019 - HP222-008	Équipement des lycées publics	902	63 760 000,00 63 760 000,00
2019 - HP223-009	Participation à la rénovation des lycées privés	902	8 000 000,00 8 000 000,00
2019 - HP224-011	Rénovation des cités mixtes départementales	902	16 800 000,00 16 800 000,00
2019 - HP224-012	Travaux de maintenance dans les cités mixtes départementales	902	300 000,00 300 000,00
2019 - HP224-013	Équipement des cités mixtes départementales	902	240 000,00 240 000,00
2019 - HP224-029	Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales	902	7 000 000,00 7 000 000,00
2019 - HP224-030	Equipement des cités mixtes régionales	902	5 040 000,00 5 040 000,00
2019 - HP224-032	Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	902	15 015 000,00 15 015 000,00
2019 - HP224-034	Etudes générales cités mixtes régionales	902	500 000,00 500 000,00
2019 - HP224-035	Rénovation des cités mixtes régionales	902	6 221 000,00 6 221 000,00
2019 - HP23-009	Orientation et formations supérieures	902	2 250 000,00 2 250 000,00
2019 - HP27-001	Sécurisation des lycées	902	12 540 000,00 12 540 000,00
2019 - HP28-005	Schéma des formations	902	205 000,00 205 000,00
2019 - HP28-010	Manuels et ressources pédagogiques	902	18 000 000,00 18 000 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP311-001	Aménagement des structures d'accueil	903	1 000 000,00
			1 000 000,00
2019 - HP312-002	Equipements culturels de diffusion et de création	903	9 400 000,00
			9 400 000,00
2019 - HP312-007	Soutien à la création et à la diffusion numériques	903	1 500 000,00
			1 500 000,00
2019 - HP312-008	Actions en faveur du livre et de la lecture	903	2 900 000,00
			2 900 000,00
2019 - HP312-015	Fonds d'investissement pour la culture	903	17 880 000,00
			17 880 000,00
2019 - HP313-004	Développement du patrimoine en région	903	6 920 000,00
			6 920 000,00
2019 - HP313-010	Patrimoine régional à vocation culturelle	903	2 900 000,00
			2 900 000,00
2019 - HP32-001	Équipements sportifs d'intérêt régional	903	19 540 000,00
			19 540 000,00
2019 - HP32-005	Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées	903	3 000 000,00
			3 000 000,00
2019 - HP32-006	Participation de la Région aux JOP 2024	903	16 875 000,00
			16 875 000,00
2019 - HP33-001	Investissements dans les Iles de loisirs	903	7 735 000,00
			7 735 000,00
2019 - HP37-001	Sécurité dans les propriétés régionales	903	1 500 000,00
			1 500 000,00
2019 - HP41-002	Renforcement de l'offre de soins	904	5 500 000,00
			5 500 000,00
2019 - HP41-008	Soutien aux centres d'IVG	904	250 000,00
			250 000,00
2019 - HP42-001	Dispositif en faveur de la petite enfance	904	1 000 000,00
			1 000 000,00
2019 - HP42-003	Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	904	5 300 000,00
			5 300 000,00
2019 - HP42-004	Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap	904	6 900 000,00
			6 900 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP51-002	Requalification urbaine : actions contractualisées	905	15 000 000,00 15 000 000,00
2019 - HP52-001	Territoires stratégiques	905	1 730 000,00 1 730 000,00
2019 - HP52-002	Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)	905	39 000 000,00 39 000 000,00
2019 - HP52-004	Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées	905	5 000 000,00 5 000 000,00
2019 - HP53-001	Aménagement et équipement de l'espace rural	905	6 000 000,00 6 000 000,00
2019 - HP53-002	Politiques contractuelles en milieu rural	905	11 000 000,00 11 000 000,00
2019 - HP54-002	Développement du parc locatif social	905	37 000 000,00 37 000 000,00
2019 - HP54-004	Aide au parc privé	905	8 000 000,00 8 000 000,00
2019 - HP54-005	Actions en faveur du logement des jeunes	905	18 000 000,00 18 000 000,00
2019 - HP57-001	Bouclier de sécurité	905	12 410 000,00 12 410 000,00
2019 - HP62-001	Soutien à l'aménagement durable des territoires franciliens	906	3 224 000,00 3 224 000,00
2019 - HP62-002	Préserver la biodiversité	906	1 617 000,00 1 617 000,00
2019 - HP62-003	Renforcer les facteurs de compétitivité	906	14 398 000,00 14 398 000,00
2019 - HP62-004	Diversification et amélioration des applications des TIC	906	1 225 000,00 1 225 000,00
2019 - HP62-005	Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	906	10 414 000,00 10 414 000,00
2019 - HP62-006	Soutien au bassin hydrographique de la Seine	906	856 000,00 856 000,00
2019 - HP71-001	Plans de prévention des risques technologiques (PPRT)	907	170 000,00 170 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP72-001	Prévention et gestion des déchets	907	3 000 000,00 3 000 000,00
2019 - HP73-001	Qualité de l'air - Climat	907	760 000,00 760 000,00
2019 - HP73-002	Plan changeons d'air	907	4 250 000,00 4 250 000,00
2019 - HP75-001	Energie	907	12 500 000,00 12 500 000,00
2019 - HP76-001	Agence des espaces verts	907	10 000 000,00 10 000 000,00
2019 - HP76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	907	8 800 000,00 8 800 000,00
2019 - HP77-003	Intégration environnementale des infrastructures de transport	907	2 300 000,00 2 300 000,00
2019 - HP78-001	Circulations douces	907	20 800 000,00 20 800 000,00
2019 - HP78-002	Lutte contre le bruit	907	270 000,00 270 000,00
2019 - HP810-001	Accessibilité du réseau	908	52 300 000,00 52 300 000,00
2019 - HP810-003	Études et expérimentations	908	9 000 000,00 9 000 000,00
2019 - HP811-009	Suppression des passages à niveau	908	8 000 000,00 8 000 000,00
2019 - HP818-014	Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport	908	2 000 000,00 2 000 000,00
2019 - HP823-003	Aménagement des infrastructures de voirie départementale	908	21 000 000,00 21 000 000,00
2019 - HP824-006	Aménagement des infrastructures de voirie communale	908	2 500 000,00 2 500 000,00
2019 - HP825-004	Aménagements de sécurité	908	6 000 000,00 6 000 000,00
2019 - HP883-001	Aménagement et modernisation des voies navigables	908	4 300 000,00 4 300 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP884-006	Logistique urbaine	908	1 000 000,00 1 000 000,00
2019 - HP91-003	Economie sociale et solidaire	909	950 000,00 950 000,00
2019 - HP91-013	Paris Région Entreprises (PRE)	909	140 000,00 140 000,00
2019 - HP92-001	Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	909	5 500 000,00 5 500 000,00
2019 - HP92-002	Soutien à l'innovation	909	23 500 000,00 23 500 000,00
2019 - HP92-005	Soutien aux pôles de compétitivité	909	23 000 000,00 23 000 000,00
2019 - HP92-006	Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	909	19 800 000,00 19 800 000,00
2019 - HP92-007	Soutien au dialogue Sciences- Société	909	100 000,00 100 000,00
2019 - HP92-008	Soutien aux transferts de technologie	909	3 500 000,00 3 500 000,00
2019 - HP92-009	Smart Région, modernisation et innovation territoriale	909	3 500 000,00 3 500 000,00
2019 - HP93-001	Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	909	8 700 000,00 8 700 000,00
2019 - HP93-004	Agriculture et Environnement	909	950 000,00 950 000,00
2019 - HP93-005	Forêt et éco-matériaux	909	1 000 000,00 1 000 000,00
2019 - HP94-001	Soutien à l'industrie et aux autres services	909	32 510 000,00 32 510 000,00
2019 - HP94-002	Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	909	5 900 000,00 5 900 000,00
2019 - HP94-003	Aide aux renouvellements de véhicules utilitaires des artisans et des TPE	909	2 000 000,00 2 000 000,00
2019 - HP94-004	Back'up	909	500 000,00 500 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP95-001	Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	909	5 000 000,00 5 000 000,00
2019 - PJ32-001	Équipements sportifs d'intérêt régional	903	4 700 000,00 4 700 000,00
2019 - PR041-018	Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	900	300 000,00 300 000,00
2019 - PR23-002	Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur	902	50 400 000,00 50 400 000,00
2019 - PR52-001	Territoires stratégiques	905	33 300 000,00 33 300 000,00
2019 - PR56-001	Aide au développement du territoire numérique	905	11 000 000,00 11 000 000,00
2019 - PR72-001	Prévention et gestion des déchets	907	5 000 000,00 5 000 000,00
2019 - PR74-006	Milieux aquatiques et humides	907	2 700 000,00 2 700 000,00
2019 - PR75-001	Energie	907	17 000 000,00 17 000 000,00
2019 - PR76-002	Parcs naturels régionaux	907	3 600 000,00 3 600 000,00
2019 - PR76-005	Investissements en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	907	1 200 000,00 1 200 000,00
2019 - PR77-003	Intégration environnementale des infrastructures de transport	907	9 900 000,00 9 900 000,00
2019 - PR811-004	Liaisons ferroviaires	908	400 000 000,00 400 000 000,00
2019 - PR811-005	Liaisons tramways	908	77 000 000,00 77 000 000,00
2019 - PR811-006	Métro	908	50 000 000,00 50 000 000,00
2019 - PR812-010	Grands pôles intermodaux	908	1 500 000,00 1 500 000,00
2019 - PR818-015	Développement et amélioration des sites propres pour autobus	908	57 900 000,00 57 900 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - PR821-001	Aménagement des infrastructures de voirie nationale	908	45 000 000,00 45 000 000,00
2019 - PR883-001	Aménagement et modernisation des voies navigables	908	3 500 000,00 3 500 000,00
2019 - PR885-003	Développement du transport multimodal	908	1 000 000,00 1 000 000,00
TOTAL			2 082 184 000,00
AP de dépenses imprévues (2)		950	0,00
TOTAL GENERAL			2 082 184 000,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP01-003	Frais de fonctionnement des groupes d'élus		40 000,00
		944	40 000,00
2019 - HP0202-003	Communication institutionnelle		7 950 000,00
		930	7 950 000,00
2019 - HP0202-004	Dépenses associées aux frais de personnel		4 872 000,00
		930	4 872 000,00
2019 - HP0202-011	Charges liées aux immeubles		27 380 000,00
		930	27 380 000,00
2019 - HP0202-012	Fonctionnement des services		17 457 000,00
		930	17 457 000,00
2019 - HP0202-013	Véhicules		628 000,00
		930	628 000,00
2019 - HP0202-016	Subventions à divers organismes		980 000,00
		930	980 000,00
2019 - HP021-005	Projets de territoires Jeunesse et Développement social		2 500 000,00
		930	2 500 000,00
2019 - HP021-019	Société d'entraide des conseillers régionaux		1 400 000,00
		930	1 400 000,00
2019 - HP021-020	Fonctionnement général du CR		1 820 000,00
		930	1 820 000,00
2019 - HP021-021	Formation, information des élus régionaux		570 000,00
		930	570 000,00
2019 - HP021-028	Jeunesse		50 000,00
		930	50 000,00
2019 - HP022-022	Indemnités et charges du CESER		100 000,00
		930	100 000,00
2019 - HP022-023	Fonctionnement général du CESER		315 000,00
		930	315 000,00
2019 - HP042-004	Actions européennes		600 000,00
		930	600 000,00
2019 - HP044-015	Solidarité internationale		210 000,00
		930	210 000,00
2019 - HP048-007	Rayonnement international		100 000,00
		930	100 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP048-017	Coopération décentralisée	930	1 050 000,00 1 050 000,00
2019 - HP048-019	Dispositif actions internationales	930	400 000,00 400 000,00
2019 - HP10-002	Mesures transversales	931	5 395 000,00 5 395 000,00
2019 - HP11-004	Accès à l'information et à l'orientation	931	28 200 000,00 28 200 000,00
2019 - HP11-005	Mesures d'insertion professionnelle	931	94 270 000,00 94 270 000,00
2019 - HP11-006	Formations qualifiantes et métiers	931	146 959 000,00 146 959 000,00
2019 - HP11-007	Formation des salariés	931	2 000 000,00 2 000 000,00
2019 - HP11-008	Rémunération des stagiaires et frais annexes	931	117 696 000,00 117 696 000,00
2019 - HP11-011	Formation continue - Aides soignants et auxiliaires de puériculture	931	3 574 000,00 3 574 000,00
2019 - HP12-003	Qualification par l'apprentissage	931	149 795 000,00 149 795 000,00
2019 - HP12-004	Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis	931	20 575 000,00 20 575 000,00
2019 - HP13-001	Formations sanitaires	931	156 020 000,00 156 020 000,00
2019 - HP13-002	Formations sociales	931	40 174 000,00 40 174 000,00
2019 - HP13-003	Mesures diverses	931	70 000,00 70 000,00
2019 - HP13-004	Fonds régional d'aide sociale	931	400 000,00 400 000,00
2019 - HP222-017	Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics	932	138 795 000,00 138 795 000,00
2019 - HP222-018	Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	932	33 712 000,00 33 712 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP222-024	Dépenses associées aux agents des lycées	932	785 000,00 785 000,00
2019 - HP223-016	Lycées privés forfait d'externat "matériel"	932	33 150 000,00 33 150 000,00
2019 - HP223-028	Lycées privés forfait d'externat "personnel"	932	34 350 000,00 34 350 000,00
2019 - HP224-020	Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales	932	434 000,00 434 000,00
2019 - HP224-031	Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales	932	19 211 000,00 19 211 000,00
2019 - HP23-004	Actions en faveur de la mobilité internationale	932	3 950 000,00 3 950 000,00
2019 - HP23-008	Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants	932	5 750 000,00 5 750 000,00
2019 - HP23-009	Orientation et formations supérieures	932	550 000,00 550 000,00
2019 - HP28-003	Centre de ressources	932	700 000,00 700 000,00
2019 - HP28-004	Aides aux élèves de second cycle	932	19 817 000,00 19 817 000,00
2019 - HP28-005	Schéma des formations	932	16 425 000,00 16 425 000,00
2019 - HP28-009	Aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées	932	512 000,00 512 000,00
2019 - HP28-011	Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées	932	2 500 000,00 2 500 000,00
2019 - HP312-005	Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue	933	35 470 000,00 35 470 000,00
2019 - HP312-006	Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques	933	2 786 000,00 2 786 000,00
2019 - HP312-007	Soutien à la création et à la diffusion numériques	933	700 000,00 700 000,00
2019 - HP312-008	Actions en faveur du livre et de la lecture	933	3 800 000,00 3 800 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP312-009	Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	933	4 574 000,00 4 574 000,00
2019 - HP312-013	Soutien culturel pluridisciplinaire	933	3 900 000,00 3 900 000,00
2019 - HP312-016	Pôles supérieurs d'enseignement artistique	933	100 000,00 100 000,00
2019 - HP313-004	Développement du patrimoine en région	933	700 000,00 700 000,00
2019 - HP313-010	Patrimoine régional à vocation culturelle	933	600 000,00 600 000,00
2019 - HP32-002	Développement de la pratique sportive	933	6 300 000,00 6 300 000,00
2019 - HP32-003	Événements sportifs	933	2 200 000,00 2 200 000,00
2019 - HP32-006	Participation de la Région aux JOP 2024	933	1 400 000,00 1 400 000,00
2019 - HP33-002	Charges diverses liées aux Iles de loisirs	933	390 000,00 390 000,00
2019 - HP33-003	Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances	933	1 300 000,00 1 300 000,00
2019 - HP40-001	Développement de la vie associative	934	840 000,00 840 000,00
2019 - HP40-004	Observatoires et organismes consultatifs	934	705 000,00 705 000,00
2019 - HP41-001	Prévention et éducation à la santé	934	4 941 000,00 4 941 000,00
2019 - HP41-004	Transport aérien d'urgence	934	200 000,00 200 000,00
2019 - HP42-003	Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	934	3 155 000,00 3 155 000,00
2019 - HP50-001	Etudes générales	935	50 000,00 50 000,00
2019 - HP50-002	Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement	935	17 608 000,00 17 608 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP50-008	Stratégies métropolitaines et métropole francilienne	935	100 000,00 100 000,00
2019 - HP51-003	Actions Politique de la Ville	935	2 000 000,00 2 000 000,00
2019 - HP52-001	Territoires stratégiques	935	1 070 000,00 1 070 000,00
2019 - HP54-005	Actions en faveur du logement des jeunes	935	45 000,00 45 000,00
2019 - HP56-001	Aide au développement du territoire numérique	935	1 300 000,00 1 300 000,00
2019 - HP57-004	Mieux accompagner les victimes	935	600 000,00 600 000,00
2019 - HP61-001	Soutien à la création et à la reprise d'activité	936	13 758 000,00 13 758 000,00
2019 - HP61-002	Soutien aux dynamiques de l'inclusion	936	2 883 000,00 2 883 000,00
2019 - HP61-003	Investissement dans l'éducation et adaptation des compétences	936	21 503 000,00 21 503 000,00
2019 - HP61-005	Assistance technique FSE	936	1 757 000,00 1 757 000,00
2019 - HP62-003	Renforcer les facteurs de compétitivité	936	1 830 000,00 1 830 000,00
2019 - HP62-004	Diversification et amélioration des applications des TIC	936	2 196 000,00 2 196 000,00
2019 - HP62-006	Soutien au bassin hydrographique de la Seine	936	1 284 000,00 1 284 000,00
2019 - HP62-007	Assistance technique FEDER	936	1 841 000,00 1 841 000,00
2019 - HP630-002	FEADER	936	10 000 000,00 10 000 000,00
2019 - HP71-008	Actions transversales	937	5 136 000,00 5 136 000,00
2019 - HP72-001	Prévention et gestion des déchets	937	708 000,00 708 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP74-007	Contrats trame verte et bleue	937	300 000,00 300 000,00
2019 - HP76-001	Agence des espaces verts	937	8 850 000,00 8 850 000,00
2019 - HP76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	937	960 000,00 960 000,00
2019 - HP78-002	Lutte contre le bruit	937	960 000,00 960 000,00
2019 - HP80-001	Études générales	938	706 000,00 706 000,00
2019 - HP810-019	Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens	938	658 756 000,00 658 756 000,00
2019 - HP810-020	Actions spécifiques en matière de tarification	938	97 500 000,00 97 500 000,00
2019 - HP810-021	Soutien au développement des transports en commun	938	60 000,00 60 000,00
2019 - HP818-018	Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées	938	14 000 000,00 14 000 000,00
2019 - HP91-001	Soutien à la création et au développement des entreprises	939	7 390 000,00 7 390 000,00
2019 - HP91-003	Economie sociale et solidaire	939	4 100 000,00 4 100 000,00
2019 - HP91-006	Développement économique des territoires	939	2 730 000,00 2 730 000,00
2019 - HP91-012	Soutien à l'emploi	939	2 050 000,00 2 050 000,00
2019 - HP91-013	Paris Région Entreprises (PRE)	939	9 931 000,00 9 931 000,00
2019 - HP92-001	Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	939	3 700 000,00 3 700 000,00
2019 - HP92-002	Soutien à l'innovation	939	2 200 000,00 2 200 000,00
2019 - HP92-003	Evaluations, études, actions support	939	60 000,00 60 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - HP92-005	Soutien aux pôles de compétitivité		1 150 000,00
		939	1 150 000,00
2019 - HP92-006	Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)		15 690 000,00
		939	15 690 000,00
2019 - HP92-007	Soutien au dialogue Sciences- Société		750 000,00
		939	750 000,00
2019 - HP92-008	Soutien aux transferts de technologie		600 000,00
		939	600 000,00
2019 - HP92-009	Smart Région, modernisation et innovation territoriale		1 500 000,00
		939	1 500 000,00
2019 - HP93-001	Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire		1 510 000,00
		939	1 510 000,00
2019 - HP93-002	Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire		1 540 000,00
		939	1 540 000,00
2019 - HP93-003	Actions agri-environnementales		4 250 000,00
		939	4 250 000,00
2019 - HP93-005	Forêt et éco-matériaux		550 000,00
		939	550 000,00
2019 - HP94-001	Soutien à l'industrie et aux autres services		5 090 000,00
		939	5 090 000,00
2019 - HP94-002	Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art		2 100 000,00
		939	2 100 000,00
2019 - HP95-001	Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique		1 710 000,00
		939	1 710 000,00
2019 - HP95-002	Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme		13 580 000,00
		939	13 580 000,00
2019 - PR041-018	Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale		50 000,00
		930	50 000,00
2019 - PR10-002	Mesures transversales		1 560 000,00
		931	1 560 000,00
2019 - PR13-003	Mesures diverses		72 000,00
		931	72 000,00
2019 - PR28-005	Schéma des formations		150 000,00
		932	150 000,00

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2019 - PR73-001	Qualité de l'air - Climat	937	850 000,00 850 000,00
2019 - PR75-001	Energie	937	900 000,00 900 000,00
2019 - PR76-002	Parcs naturels régionaux	937	5 100 000,00 5 100 000,00
2019 - PR76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	937	900 000,00 900 000,00
2019 - PR76-006	Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	937	120 000,00 120 000,00
2019 - PR93-003	Actions agri-environnementales	939	300 000,00 300 000,00
TOTAL			2 178 196 000,00
AE de dépenses imprévues (2)		952	0,00
TOTAL GENERAL			2 178 196 000,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET		A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		4 671 782 000,00	4 671 782 000,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		6 085 386 000,00	6 085 386 000,00
TOTAL DU BUDGET (4)		10 757 168 000,00	10 757 168 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R 4312-6 du CGCT)

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R 4312-5 du CGCT)

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	3 430 272 000,00	1 241 510 000,00	4 671 782 000,00	2 550 301 000,00	2 121 481 000,00	4 671 782 000,00
Crédits de fonctionnement votés	4 890 205 000,00	1 195 181 000,00	6 085 386 000,00	5 770 176 000,00	315 210 000,00	6 085 386 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	8 320 477 000,00	2 436 691 000,00	10 757 168 000,00	8 320 477 000,00	2 436 691 000,00	10 757 168 000,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET							II
BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS							B

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS DE LA PRESIDENTE	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	POUR MEMOIRE BUDGET PRECEDENT (1)	RESTES A REALISER N-1					
AP VOTEES	1 944 817 000,00		2 082 184 000,00	2 082 184 000,00	2 082 184 000,00	0,00	16 520 000,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
AE VOTEES	2 117 521 000,00		2 178 196 000,00	2 178 196 000,00	2 178 196 000,00	40 000,00	68 432 000,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 787 142 000,00	0,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	2 783 782 000,00	30 190 000,00
90 Opérations ventilées	1 888 393 000,00	0,00	1 888 000 000,00	1 888 000 000,00	1 888 000 000,00		30 190 000,00
- en AP/CP (2)	1 888 381 000,00	0,00	1 887 975 000,00	1 887 975 000,00	1 887 975 000,00		30 165 000,00
- hors AP/CP (2)	12 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00		25 000,00
Dont opérations pour compte de tiers	6 460 000,00	0,00	4 880 000,00	4 880 000,00	4 880 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées	2 898 749 000,00	0,00	2 783 782 000,00	2 783 782 000,00	2 783 782 000,00	2 783 782 000,00	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	4 787 142 000,00	0,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	4 553 703 000,00	0,00
90 Opérations ventilées	150 201 000,00	0,00	118 079 000,00	118 079 000,00	118 079 000,00		0,00
- Recettes affectées	143 162 000,00	0,00	113 199 000,00	113 199 000,00	113 199 000,00		0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	7 039 000,00	0,00	4 880 000,00	4 880 000,00	4 880 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	4 424 144 000,00	0,00	4 255 235 000,00	4 255 235 000,00	4 255 235 000,00	4 255 235 000,00	
954 Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
951 Virement de la section de fonctionnement	212 797 000,00		298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00	
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 901 154 000,00	0,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	3 495 145 000,00	203 122 000,00
93 Services ventilés	2 574 525 000,00	0,00	2 590 241 000,00	2 590 241 000,00	2 590 241 000,00		203 122 000,00
- en AE/CP	2 117 268 000,00	0,00	2 127 657 000,00	2 127 657 000,00	2 127 657 000,00		68 432 000,00
- hors AE/CP	457 257 000,00	0,00	462 584 000,00	462 584 000,00	462 584 000,00		134 690 000,00
94 Services communs non ventilés	3 113 832 000,00	0,00	3 196 677 000,00	3 196 677 000,00	3 196 677 000,00	3 196 677 000,00	
953 Virement à la section d'investissement	212 797 000,00		298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	5 901 154 000,00	0,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	5 951 714 000,00	0,00
93 Services ventilés	83 795 000,00	0,00	133 672 000,00	133 672 000,00	133 672 000,00		0,00
94 Services communs non ventilés	5 817 359 000,00	0,00	5 951 714 000,00	5 951 714 000,00	5 951 714 000,00	5 951 714 000,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET								II
BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite)								B

1 Formation pro. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
26 300 000,00	714 590 000,00	95 850 000,00	18 950 000,00	197 440 000,00	31 734 000,00	102 250 000,00	742 000 000,00	136 550 000,00
766 760 000,00	310 791 000,00	64 220 000,00	9 841 000,00	22 773 000,00	57 052 000,00	24 784 000,00	771 022 000,00	82 481 000,00
19 300 000,00	629 540 000,00	90 000 000,00	25 000 000,00	222 260 000,00	9 810 000,00	114 521 000,00	602 479 000,00	144 900 000,00
19 300 000,00	629 540 000,00	90 000 000,00	25 000 000,00	222 260 000,00	9 810 000,00	114 521 000,00	602 479 000,00	144 900 000,00
19 300 000,00	629 540 000,00	90 000 000,00	25 000 000,00	222 260 000,00	9 810 000,00	114 521 000,00	602 479 000,00	144 900 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	108 269 000,00	0,00	0,00	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	0,00
0,00	103 389 000,00	0,00	0,00	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	0,00
0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
766 760 000,00	608 763 000,00	64 220 000,00	9 841 000,00	22 773 000,00	37 025 000,00	24 784 000,00	770 472 000,00	82 481 000,00
766 760 000,00	608 763 000,00	64 220 000,00	9 841 000,00	22 773 000,00	37 025 000,00	24 784 000,00	770 472 000,00	82 481 000,00
766 760 000,00	280 869 000,00	64 220 000,00	9 841 000,00	22 773 000,00	37 025 000,00	24 784 000,00	770 472 000,00	82 481 000,00
0,00	327 894 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76 912 000,00	16 850 000,00	2 600 000,00	0,00	0,00	37 025 000,00	285 000,00	0,00	0,00
76 912 000,00	16 850 000,00	2 600 000,00	0,00	0,00	37 025 000,00	285 000,00	0,00	0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - INVESTISSEMENT	C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	1 888 000 000,00	118 079 000,00
900 Services généraux	30 190 000,00	0,00
901 Formation pro. et apprentissage	19 300 000,00	0,00
902 Enseignement	629 540 000,00	108 269 000,00
903 Culture, sports et loisirs	90 000 000,00	0,00
904 Santé et action sociale	25 000 000,00	0,00
905 Aménagement des territoires	222 260 000,00	0,00
906 Gestion des fonds européens	9 810 000,00	9 810 000,00
907 Environnement	114 521 000,00	0,00
908 Transports	602 479 000,00	0,00
909 Action économique	144 900 000,00	0,00
92 Opérations non ventilées	1 542 272 000,00	2 432 222 000,00
921 Taxes non affectées	22 000 000,00	415 824 000,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	95 000 000,00
923 Dettes et autres opérations financières	1 520 272 000,00	1 921 398 000,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I 3 430 272 000,00	II 2 550 301 000,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	926 300 000,00	926 300 000,00
926 Transferts entre les sections	315 210 000,00	896 713 000,00
951 Virement de la section de fonctionnement		298 468 000,00
TOTAL	III 1 241 510 000,00	IV 2 121 481 000,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926	879 971 000,00
--	-----------------------

001 Solde exécution section investissement	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 4 671 782 000,00	II+IV+VI+VII 4 671 782 000,00
----------------------------	---------------------------------	--------------------------------------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - FONCTIONNEMENT	C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Opérations ventilées	2 590 241 000,00	133 672 000,00
930 Services généraux	203 122 000,00	0,00
931 Formation pro. et apprentissage	766 760 000,00	76 912 000,00
932 Enseignement	608 763 000,00	16 850 000,00
933 Culture, sports et loisirs	64 220 000,00	2 600 000,00
934 Santé et action sociale	9 841 000,00	0,00
935 Aménagement des territoires	22 773 000,00	0,00
936 Gestion des fonds européens	37 025 000,00	37 025 000,00
937 Environnement	24 784 000,00	285 000,00
938 Transports	770 472 000,00	0,00
939 Action économique	82 481 000,00	0,00
94 Services communs non ventilés	2 299 964 000,00	5 636 504 000,00
940 Impositions directes	2 157 439 000,00	3 113 118 000,00
941 Autres impôts et taxes	3 000 000,00	2 509 329 000,00
942 Dotations et participations	0,00	8 850 000,00
943 Opérations financières	134 655 000,00	5 207 000,00
944 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	2 870 000,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00	0,00
TOTAL	I 4 890 205 000,00	II 5 770 176 000,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections	896 713 000,00	315 210 000,00
953 Virement à la section d'investissement	298 468 000,00	
TOTAL	III 1 195 181 000,00	IV 315 210 000,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946	879 971 000,00
---	-----------------------

002 Résultat de fonctionnement reporté	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 6 085 386 000,00	II+IV+VI 6 085 386 000,00
----------------------------	---------------------------------	----------------------------------

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BALANCE GENERALE - DEPENSES					D1

INVESTISSEMENT		Pour mémoire Budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions de la Présidente (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement - Total		4 787 142 000,00	0,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		3 612 922 000,00	0,00	3 430 272 000,00	3 430 272 000,00	3 430 272 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	22 000 000,00	0,00	22 000 000,00	22 000 000,00	22 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 702 529 000,00	0,00	1 520 272 000,00	1 520 272 000,00	1 520 272 000,00
18	Comptes de liaison : affectation (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	23 619 000,00	0,00	26 132 820,00	26 132 820,00	26 132 820,00
204	Subventions d'équipement versées	1 277 295 000,00	0,00	1 224 040 180,00	1 224 040 180,00	1 224 040 180,00
21	Immobilisations corporelles	54 305 000,00	0,00	83 731 000,00	83 731 000,00	83 731 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	517 916 000,00	0,00	539 798 000,00	539 798 000,00	539 798 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 798 000,00	0,00	9 418 000,00	9 418 000,00	9 418 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	6 460 000,00	0,00	4 880 000,00	4 880 000,00	4 880 000,00
Sous total des opérations d'ordre		1 174 220 000,00		1 241 510 000,00	1 241 510 000,00	1 241 510 000,00
925	Opérations patrimoniales	924 720 000,00		926 300 000,00	926 300 000,00	926 300 000,00
926	Transferts entre les sections	249 500 000,00		315 210 000,00	315 210 000,00	315 210 000,00
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par la Présidente pour l'exercice N.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BALANCE GENERALE - DEPENSES					D1

FONCTIONNEMENT		Pour mémoire Budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions de la Présidente (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement - Total		5 901 154 000,00	0,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		4 881 815 000,00	0,00	4 890 205 000,00	4 890 205 000,00	4 890 205 000,00
011	Charges à caractère général	293 059 000,00	0,00	347 367 740,00	347 367 740,00	347 367 740,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	440 804 000,00	0,00	446 127 000,00	446 127 000,00	446 127 000,00
014	Atténuation de produits	2 164 692 000,00	0,00	2 160 439 000,00	2 160 439 000,00	2 160 439 000,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 844 647 000,00	0,00	1 800 657 260,00	1 800 657 260,00	1 800 657 260,00
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	2 722 000,00	0,00	2 722 000,00	2 722 000,00	2 722 000,00
66	Charges financières	133 729 000,00	0,00	130 656 000,00	130 656 000,00	130 656 000,00
67	Charges exceptionnelles	162 000,00	0,00	236 000,00	236 000,00	236 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Sous total des opérations d'ordre		1 019 339 000,00		1 195 181 000,00	1 195 181 000,00	1 195 181 000,00
946	Transferts entre les sections	806 542 000,00		896 713 000,00	896 713 000,00	896 713 000,00
953	Virement à la section d'investissement	212 797 000,00		298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par la Présidente pour l'exercice N.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BALANCE GENERALE - RECETTES					D2

INVESTISSEMENT		Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la Présidente (3)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement - Total		4 787 142 000,00	0,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		2 843 083 000,00	0,00	2 550 301 000,00	2 550 301 000,00	2 550 301 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	195 000 000,00	0,00	191 824 000,00	191 824 000,00	191 824 000,00
13	Subventions d'investissement	445 286 000,00	0,00	419 399 000,00	419 399 000,00	419 399 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 983 570 000,00	0,00	1 883 344 000,00	1 883 344 000,00	1 883 344 000,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées (1)	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	29 500 000,00	0,00	12 800 000,00	12 800 000,00	12 800 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	182 388 000,00	0,00	38 054 000,00	38 054 000,00	38 054 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	7 039 000,00	0,00	4 880 000,00	4 880 000,00	4 880 000,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		1 944 059 000,00		2 121 481 000,00	2 121 481 000,00	2 121 481 000,00
925	Opérations patrimoniales	924 720 000,00		926 300 000,00	926 300 000,00	926 300 000,00
926	Transferts entre les sections	806 542 000,00		896 713 000,00	896 713 000,00	896 713 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement	212 797 000,00		298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(3) Propositions formulées par la Présidente pour l'exercice N.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BALANCE GENERALE - RECETTES					D2

FONCTIONNEMENT		Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la Présidente (3)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement - Total		5 901 154 000,00	0,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		5 651 654 000,00	0,00	5 770 176 000,00	5 770 176 000,00	5 770 176 000,00
70	Produits services, domaine, ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impôts locaux	3 026 040 000,00	0,00	3 113 118 000,00	3 113 118 000,00	3 113 118 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 520 669 000,00	0,00	2 509 329 000,00	2 509 329 000,00	2 509 329 000,00
74	Dotations, subventions et participations	83 295 000,00	0,00	133 172 000,00	133 172 000,00	133 172 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	12 300 000,00	0,00	5 207 000,00	5 207 000,00	5 207 000,00
77	Produits exceptionnels	9 000 000,00	0,00	9 000 000,00	9 000 000,00	9 000 000,00
013	Atténuation de charges	350 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		249 500 000,00		315 210 000,00	315 210 000,00	315 210 000,00
946	Transferts entre les sections	249 500 000,00		315 210 000,00	315 210 000,00	315 210 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir Etat I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(3) Propositions formulées par la Présidente pour l'exercice N.

III - VOTE DU BUDGET									III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES									A

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III=I+II
90	Opérations ventilées	1 888 393 000,00	0,00	2 082 184 000,00	1 888 000 000,00	1 888 000 000,00	1 887 975 000,00	25 000,00	1 888 000 000,00
900	Services généraux	24 678 000,00	0,00	16 520 000,00	30 190 000,00	30 190 000,00	30 165 000,00	25 000,00	30 190 000,00
901	Formation pro. et apprentissage	33 785 000,00	0,00	26 300 000,00	19 300 000,00	19 300 000,00	19 300 000,00	0,00	19 300 000,00
902	Enseignement	585 300 000,00	0,00	714 590 000,00	629 540 000,00	629 540 000,00	629 540 000,00	0,00	629 540 000,00
903	Culture, sport et loisirs	95 600 000,00	0,00	95 850 000,00	90 000 000,00	90 000 000,00	90 000 000,00	0,00	90 000 000,00
904	Santé et action sociale	29 000 000,00	0,00	18 950 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00	25 000 000,00	0,00	25 000 000,00
905	Aménagement des territoires	220 350 000,00	0,00	197 440 000,00	222 260 000,00	222 260 000,00	222 260 000,00	0,00	222 260 000,00
906	Gestion des fonds européens	23 730 000,00	0,00	31 734 000,00	9 810 000,00	9 810 000,00	9 810 000,00	0,00	9 810 000,00
907	Environnement	107 900 000,00	0,00	102 250 000,00	114 521 000,00	114 521 000,00	114 521 000,00	0,00	114 521 000,00
908	Transports	624 300 000,00	0,00	742 000 000,00	602 479 000,00	602 479 000,00	602 479 000,00	0,00	602 479 000,00
909	Action économique	143 750 000,00	0,00	136 550 000,00	144 900 000,00	144 900 000,00	144 900 000,00	0,00	144 900 000,00
92	Opérations non ventilées	2 898 749 000,00	0,00	0,00	2 783 782 000,00	2 783 782 000,00	0,00	2 783 782 000,00	2 783 782 000,00
921	Taxes non affectées	22 000 000,00	0,00		22 000 000,00	22 000 000,00		22 000 000,00	22 000 000,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 702 529 000,00	0,00		1 520 272 000,00	1 520 272 000,00		1 520 272 000,00	1 520 272 000,00
925	Opérations patrimoniales	924 720 000,00			926 300 000,00	926 300 000,00		926 300 000,00	926 300 000,00
926	Transferts entre les sections	249 500 000,00			315 210 000,00	315 210 000,00		315 210 000,00	315 210 000,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		4 787 142 000,00	0,00	2 082 184 000,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	1 887 975 000,00	2 783 807 000,00	4 671 782 000,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)									0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	------

TOTAL									4 671 782 000,00
-------	--	--	--	--	--	--	--	--	------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET						III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - RECETTES						A

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III=I+II
90	Opérations ventilées	150 201 000,00	0,00	118 079 000,00	118 079 000,00	118 079 000,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	126 171 000,00	0,00	108 269 000,00	108 269 000,00	108 269 000,00
903	Culture, sport et loisirs	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	23 730 000,00	0,00	9 810 000,00	9 810 000,00	9 810 000,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92	Opérations non ventilées	4 424 144 000,00	0,00	4 255 235 000,00	4 255 235 000,00	4 255 235 000,00
921	Taxes non affectées	436 924 000,00	0,00	415 824 000,00	415 824 000,00	415 824 000,00
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	90 000 000,00	0,00	95 000 000,00	95 000 000,00	95 000 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	2 165 958 000,00	0,00	1 921 398 000,00	1 921 398 000,00	1 921 398 000,00
925	Opérations patrimoniales	924 720 000,00		926 300 000,00	926 300 000,00	926 300 000,00
926	Transferts entre les sections	806 542 000,00		896 713 000,00	896 713 000,00	896 713 000,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	212 797 000,00	0,00	298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement	212 797 000,00		298 468 000,00	298 468 000,00	298 468 000,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		4 787 142 000,00	0,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00	4 671 782 000,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)	0,00
--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (4)	0,00
---	------

TOTAL	4 671 782 000,00
--------------	-------------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(4) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III - VOTE DU BUDGET												III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles												A 900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX **AP (1) = 16 520 000,00 €**

Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Adm. générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil économique et social régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégiona- les	42	43 Actions relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développe- ment	48 Autres actions internationa- les	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Total (RAR N-1 + Vote)	130 000,00	27 510 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	650 000,00	1 250 000,00	30 190 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	130 000,00	27 510 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	650 000,00	1 250 000,00	30 190 000,00
Vote de l'assemblée (2)	130 000,00	27 510 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	650 000,00	1 250 000,00	30 190 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)		27 485 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	650 000,00	1 250 000,00	30 165 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET					III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 901

CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE **AP (1) = 26 300 000,00 €**

Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	15 000 000,00	4 300 000,00	19 300 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	15 000 000,00	4 300 000,00	19 300 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	15 000 000,00	4 300 000,00	19 300 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	15 000 000,00	4 300 000,00	19 300 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET									III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles									A 902

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT **AP (1) = 714 590 000,00 €**

Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	1 600 000,00	0,00	450 415 000,00	5 000 000,00	59 005 000,00	80 725 000,00	12 540 000,00	20 255 000,00	629 540 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	1 600 000,00	0,00	450 415 000,00	5 000 000,00	59 005 000,00	80 725 000,00	12 540 000,00	20 255 000,00	629 540 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	1 600 000,00	0,00	450 415 000,00	5 000 000,00	59 005 000,00	80 725 000,00	12 540 000,00	20 255 000,00	629 540 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	1 600 000,00	0,00	450 415 000,00	5 000 000,00	59 005 000,00	80 725 000,00	12 540 000,00	20 255 000,00	629 540 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	86 089 000,00	0,00	0,00	17 300 000,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	108 269 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	86 089 000,00	0,00	0,00	17 300 000,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	108 269 000,00
Vote de l'assemblée (2)	86 089 000,00	0,00	0,00	17 300 000,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	108 269 000,00
Recettes affectées	86 089 000,00	0,00	0,00	17 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 389 000,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET								III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 903

CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

AP (1) = 95 850 000,00

€

Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	1 000 000,00	31 770 000,00	7 230 000,00	42 820 000,00	5 680 000,00	1 500 000,00	90 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	1 000 000,00	31 770 000,00	7 230 000,00	42 820 000,00	5 680 000,00	1 500 000,00	90 000 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	1 000 000,00	31 770 000,00	7 230 000,00	42 820 000,00	5 680 000,00	1 500 000,00	90 000 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	1 000 000,00	31 770 000,00	7 230 000,00	42 820 000,00	5 680 000,00	1 500 000,00	90 000 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET					III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 904

CHAPITRE 904 - SANTE ET ACTION SOCIALE **AP (1) = 18 950 000,00 €**

Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	3 995 000,00	21 005 000,00	0,00	25 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	3 995 000,00	21 005 000,00	0,00	25 000 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	3 995 000,00	21 005 000,00	0,00	25 000 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	3 995 000,00	21 005 000,00	0,00	25 000 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET										III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										A 905

CHAPITRE 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

AP (1) = 197 440 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	25 000 000,00	76 850 000,00	13 000 000,00	85 000 000,00	0,00	12 250 000,00	10 160 000,00	0,00	222 260 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	25 000 000,00	76 850 000,00	13 000 000,00	85 000 000,00	0,00	12 250 000,00	10 160 000,00	0,00	222 260 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	25 000 000,00	76 850 000,00	13 000 000,00	85 000 000,00	0,00	12 250 000,00	10 160 000,00	0,00	222 260 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	25 000 000,00	76 850 000,00	13 000 000,00	85 000 000,00	0,00	12 250 000,00	10 160 000,00	0,00	222 260 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET					III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 906

CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

AP (1) = 31 734 000,00

€

Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
Recettes affectées	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET										III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										A 907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

AP (1) = 102 250 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	9 370 000,00	4 500 000,00	2 700 000,00	5 810 000,00	22 500 000,00	21 850 000,00	31 516 000,00	16 275 000,00	114 521 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	9 370 000,00	4 500 000,00	2 700 000,00	5 810 000,00	22 500 000,00	21 850 000,00	31 516 000,00	16 275 000,00	114 521 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	9 370 000,00	4 500 000,00	2 700 000,00	5 810 000,00	22 500 000,00	21 850 000,00	31 516 000,00	16 275 000,00	114 521 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	9 370 000,00	4 500 000,00	2 700 000,00	5 810 000,00	22 500 000,00	21 850 000,00	31 516 000,00	16 275 000,00	114 521 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET								III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée								A 908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS **AP (1) = 742 000 000,00 €**

Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	39 276 000,00	429 996 000,00	29 805 000,00	0,00	0,00	0,00	29 446 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	39 276 000,00	429 996 000,00	29 805 000,00	0,00	0,00	0,00	29 446 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	39 276 000,00	429 996 000,00	29 805 000,00	0,00	0,00	0,00	29 446 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	39 276 000,00	429 996 000,00	29 805 000,00	0,00	0,00	0,00	29 446 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET							III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée							A 908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 1)

Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	26 715 000,00	0,00	20 286 000,00	77 000,00	4 962 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	26 715 000,00	0,00	20 286 000,00	77 000,00	4 962 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	26 715 000,00	0,00	20 286 000,00	77 000,00	4 962 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	26 715 000,00	0,00	20 286 000,00	77 000,00	4 962 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET								III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée								A 908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 2)

Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	15 676 000,00	632 000,00	5 608 000,00	0,00	0,00	602 479 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	15 676 000,00	632 000,00	5 608 000,00	0,00	0,00	602 479 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	15 676 000,00	632 000,00	5 608 000,00	0,00	0,00	602 479 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	15 676 000,00	632 000,00	5 608 000,00	0,00	0,00	602 479 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET							III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A 909

CHAPITRE 909 - ACTION ECONOMIQUE

AP (1) = 136 550 000,00

€

Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	13 140 000,00	81 550 000,00	5 150 000,00	40 060 000,00	5 000 000,00	144 900 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	13 140 000,00	81 550 000,00	5 150 000,00	40 060 000,00	5 000 000,00	144 900 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	13 140 000,00	81 550 000,00	5 150 000,00	40 060 000,00	5 000 000,00	144 900 000,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	13 140 000,00	81 550 000,00	5 150 000,00	40 060 000,00	5 000 000,00	144 900 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET						III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						A 921

CHAPITRE 921 - Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES	22 000 000,00	0,00	22 000 000,00	22 000 000,00	22 000 000,00
13332	Taxe sur construction de bureaux	20 000 000,00	0,00	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00
13333	Taxe complémentaire à la TLE	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
	RECETTES	436 924 000,00	0,00	415 824 000,00	415 824 000,00	415 824 000,00
10223	TICPE 2ème part (TICPE Grenelle)	65 000 000,00	0,00	64 000 000,00	64 000 000,00	64 000 000,00
10226	Taxe d'Aménagement	40 000 000,00	0,00	32 824 000,00	32 824 000,00	32 824 000,00
13331	Amendes de police	63 924 000,00	0,00	64 000 000,00	64 000 000,00	64 000 000,00
13332	Taxe sur construction de bureaux	120 000 000,00	0,00	110 000 000,00	110 000 000,00	110 000 000,00
13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	68 000 000,00	0,00	65 000 000,00	65 000 000,00	65 000 000,00
1338	Autres fonds affectés à l'équipement transférables	80 000 000,00	0,00	80 000 000,00	80 000 000,00	80 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET						III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						A922

CHAPITRE 922 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	90 000 000,00	0,00	95 000 000,00	95 000 000,00	95 000 000,00
10222	F.C.T.V.A.	90 000 000,00	0,00	95 000 000,00	95 000 000,00	95 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

III - VOTE DU BUDGET						III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						A 923

CHAPITRE 923 - Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES	1 702 529 000,00	0,00	1 520 272 000,00	1 520 272 000,00	1 520 272 000,00
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	364 029 000,00	0,00	200 000 000,00	200 000 000,00	200 000 000,00
1641	Emprunts en euros	164 500 000,00	0,00	146 272 000,00	146 272 000,00	146 272 000,00
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
	RECETTES	2 165 958 000,00	0,00	1 921 398 000,00	1 921 398 000,00	1 921 398 000,00
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	809 570 000,00	0,00	709 344 000,00	709 344 000,00	709 344 000,00
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
2745	Avances remboursables	3 891 000,00	0,00	3 811 000,00	3 811 000,00	3 811 000,00
2748	Autres prêts	178 497 000,00	0,00	34 243 000,00	34 243 000,00	34 243 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET				III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles				A 925

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	924 720 000,00	926 300 000,00	926 300 000,00
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
204182	Org. publics divers - Bâtiments et installations	3 300 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
2117	Bois et forêts	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	5 500 000,00	8 200 000,00	8 200 000,00
2313	Constructions	262 560 000,00	262 590 000,00	262 590 000,00
2318	Autres immobilisations corporelles	60 260 000,00	60 210 000,00	60 210 000,00
4551750699	75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY	500 000,00	400 000,00	400 000,00
4551752525	75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551752527	75006 PARIS CMR MONTAIGNE	200 000,00	200 000,00	200 000,00
4551752536	75011 PARIS CMR VOLTAIRE	200 000,00	200 000,00	200 000,00
4551752540	75013 PARIS CMR G. FAURE	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
4551752555	75019 PARIS CMR H. BERGSON	400 000,00	100 000,00	100 000,00
4551781106	78 VERSAILLES - CMR HOCHÉ	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551921783	92 VANNES CMR MICHELET	500 000,00	100 000,00	100 000,00
4551921784	92 SCEAUX CMR LAKANAL	100 000,00	100 000,00	100 000,00
4551921785	92 SCEAUX CMR M. CURIE	500 000,00	500 000,00	500 000,00
	RECETTES (3)	924 720 000,00	926 300 000,00	926 300 000,00
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
2031	Frais d'études	12 540 000,00	12 500 000,00	12 500 000,00
2033	Frais d'insertion	280 000,00	300 000,00	300 000,00
2313	Constructions d'immobilisations en cours	3 600 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	321 300 000,00	323 700 000,00	323 700 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III - VOTE DU BUDGET				III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles				A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	249 500 000,00	315 210 000,00	315 210 000,00
	Reprises sur autofinancement	249 500 000,00	315 210 000,00	315 210 000,00
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Etat et établissements nationaux	9 200 000,00	11 000 000,00	11 000 000,00
13913	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Départements	1 400 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
13914	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Communes et structures intercommunales	70 000,00	70 000,00	70 000,00
13916	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Autres établissements publics locaux	10 000,00	10 000,00	10 000,00
139172	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -FEDER	120 000,00	140 000,00	140 000,00
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Autres	200 000,00	300 000,00	300 000,00
13932	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Dotation régionale d'équipement scolaire	88 000 000,00	86 090 000,00	86 090 000,00
139331	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Amendes de police	44 000 000,00	53 000 000,00	53 000 000,00
139332	Taxe sur construction de bureaux -Redevance sur construction de bureaux	71 000 000,00	87 000 000,00	87 000 000,00
139333	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement	11 000 000,00	11 000 000,00	11 000 000,00
139334	Taxe sur les surfaces de stationnement	4 500 000,00	10 000 000,00	10 000 000,00
13938	Autres	20 000 000,00	55 000 000,00	55 000 000,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4)	806 542 000,00	896 713 000,00	896 713 000,00

III - VOTE DU BUDGET				III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles				A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	Amortissement des immobilisations	806 542 000,00	896 713 000,00	896 713 000,00
28031	Frais d'études	4 161 000,00	5 583 000,00	5 583 000,00
28032	Frais de recherche et de développement	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28033	Frais d'insertions	44 000,00	133 000,00	133 000,00
2804111	Etat -Biens mobiliers, matériel et études	117 000,00	1 080 000,00	1 080 000,00
2804112	Etat -Bâtiments et installations	16 982 000,00	18 116 000,00	18 116 000,00
2804113	Etat -Projets d'infrastructures d'intérêt national	14 728 000,00	17 154 000,00	17 154 000,00
2804114	Voiries	0,00	114 000,00	114 000,00
2804122	Régions -Bâtiments et installations	10 000,00	10 000,00	10 000,00
2804123	Régions -Projets d'infrastructures d'intérêt national	10 000,00	10 000,00	10 000,00
2804131	Départements -Biens mobiliers, matériel et études	5 734 000,00	5 398 000,00	5 398 000,00
2804132	Départements -Bâtiments et installations	37 856 000,00	40 252 000,00	40 252 000,00
2804133	Départements -Projets d'infrastructures d'intérêt national	20 259 000,00	21 353 000,00	21 353 000,00
2804141	Communes et structures intercommunales -Biens mobiliers, matériel et études	13 164 000,00	15 518 000,00	15 518 000,00
2804142	Communes et structures intercommunales -Bâtiments et installations	180 508 000,00	189 803 000,00	189 803 000,00
2804143	Communes et structures intercommunales -Projets d'infrastructures d'intérêt national	2 790 000,00	3 543 000,00	3 543 000,00
2804151	Autres groupements de collectivités et EPLE -Biens mobiliers, matériel et études	315 000,00	1 064 000,00	1 064 000,00
2804152	Autres groupements de collectivités et EPLE -Bâtiments et installations	2 192 000,00	2 508 000,00	2 508 000,00
2804161	SPIC -Biens mobiliers, matériel et études	888 000,00	1 690 000,00	1 690 000,00
2804162	SPIC -Bâtiments et installations	32 762 000,00	35 103 000,00	35 103 000,00
2804163	SPIC -Projets d'infrastructures d'intérêt national	3 044 000,00	3 044 000,00	3 044 000,00
28041711	SNCF -Biens mobiliers, matériel et études	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28041712	SNCF -Bâtiments et installations	14 565 000,00	15 456 000,00	15 456 000,00
28041713	SNCF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 994 000,00	7 612 000,00	7 612 000,00
28041721	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	8 000,00	8 000,00
28041722	RFF -Bâtiments et installations	14 666 000,00	18 247 000,00	18 247 000,00
28041723	RFF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	24 393 000,00	26 971 000,00	26 971 000,00

III - VOTE DU BUDGET				III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles				A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
28041732	STIF -Bâtiments et installations	2 689 000,00	3 412 000,00	3 412 000,00
28041733	STIF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	3 034 000,00	3 845 000,00	3 845 000,00
28041781	Autres organismes de transport -Biens mobiliers, matériel et études	0,00	12 000,00	12 000,00
28041782	Autres organismes de transport -Bâtiments et installations	15 291 000,00	15 725 000,00	15 725 000,00
28041783	Autres organismes de transport -Projets d'infrastructures d'intérêt national	52 669 000,00	58 997 000,00	58 997 000,00
2804181	Organismes publics divers -Biens mobiliers, matériel et études	8 466 000,00	10 294 000,00	10 294 000,00
2804182	Organismes publics divers -Bâtiments et installations	105 786 000,00	114 646 000,00	114 646 000,00
2804183	Organismes publics divers -Projets d'infrastructures d'intérêt national	1 798 000,00	2 366 000,00	2 366 000,00
280421	Personnes de droit privé -Biens mobiliers, matériel et études	17 596 000,00	17 966 000,00	17 966 000,00
280422	Personnes de droit privé -Bâtiments et installations	76 370 000,00	88 609 000,00	88 609 000,00
280423	Personnes de droit privé -Projets d'infrastructures d'intérêt national	115 000,00	194 000,00	194 000,00
280431	Etablissements scolaires publics -Biens mobiliers, matériel et études	68 000,00	153 000,00	153 000,00
280432	Etablissements scolaires publics -Bâtiments et installations	4 597 000,00	4 996 000,00	4 996 000,00
2804412	Organismes publics -Bâtiments et installations	60 000,00	139 000,00	139 000,00
28051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits	4 640 000,00	5 251 000,00	5 251 000,00
2808	Autres immobilisations incorporelles	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28121	Plantations	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28128	Autres agencements et aménagements de terrains	6 805 000,00	7 196 000,00	7 196 000,00
281311	Bâtiments administratifs	989 000,00	1 983 000,00	1 983 000,00
281312	Bâtiments scolaires	59 383 000,00	65 320 000,00	65 320 000,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	513 000,00	638 000,00	638 000,00
281318	Autres bâtiments publics	91 000,00	171 000,00	171 000,00
281351	Bâtiments publics	4 123 000,00	5 526 000,00	5 526 000,00
281572	Matériel technique scolaire	1 535 000,00	1 608 000,00	1 608 000,00
281578	Autre matériel technique	106 000,00	1 066 000,00	1 066 000,00
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	243 000,00	392 000,00	392 000,00
281828	Autres matériels de transport	790 000,00	1 764 000,00	1 764 000,00

III - VOTE DU BUDGET				III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles				A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
281831	Matériel informatique scolaire	18 233 000,00	24 877 000,00	24 877 000,00
281838	Autre matériel informatique	2 022 000,00	3 462 000,00	3 462 000,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	5 523 000,00	5 904 000,00	5 904 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	225 000,00	903 000,00	903 000,00
28185	Matériel de téléphonie	291 000,00	482 000,00	482 000,00
28188	Autres	17 269 000,00	19 006 000,00	19 006 000,00
	Autres	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III - VOTE DU BUDGET		III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION		A 950 A 951 A 954

DEPENSES

CHAPITRE 950 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AP précédent	Vote de l'assemblée sur les AP
0,00	0,00

RECETTES

CHAPITRE 951 - Virements de la section de fonctionnement	
Pour mémoire budget précédent (1)	Vote de l'assemblée
212 797 000,00	298 468 000,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

RECETTES

CHAPITRE 954 - Produits des cessions d'immobilisations		
Pour mémoire Budget précédent (1)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
0,00	0,00	0,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET									III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES									B

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III=I+II
93	Services ventilées	2 574 525 000,00	0,00	2 178 156 000,00	2 590 241 000,00	2 590 241 000,00	2 127 657 000,00	462 584 000,00	2 590 241 000,00
930	Services généraux	199 686 000,00	0,00	68 432 000,00	203 122 000,00	203 122 000,00	68 432 000,00	134 690 000,00	203 122 000,00
931	Formation pro. et apprentissage	733 044 000,00	0,00	766 760 000,00	766 760 000,00	766 760 000,00	766 760 000,00	0,00	766 760 000,00
932	Enseignement	615 170 000,00	0,00	310 791 000,00	608 763 000,00	608 763 000,00	280 869 000,00	327 894 000,00	608 763 000,00
933	Culture, sports et loisirs	66 321 000,00	0,00	64 220 000,00	64 220 000,00	64 220 000,00	64 220 000,00	0,00	64 220 000,00
934	Santé et action sociale	9 341 000,00	0,00	9 841 000,00	9 841 000,00	9 841 000,00	9 841 000,00	0,00	9 841 000,00
935	Aménagement des territoires	23 178 000,00	0,00	22 773 000,00	22 773 000,00	22 773 000,00	22 773 000,00	0,00	22 773 000,00
936	Gestion des fonds européens	50 560 000,00	0,00	57 052 000,00	37 025 000,00	37 025 000,00	37 025 000,00	0,00	37 025 000,00
937	Environnement	25 814 000,00	0,00	24 784 000,00	24 784 000,00	24 784 000,00	24 784 000,00	0,00	24 784 000,00
938	Transports	762 880 000,00	0,00	771 022 000,00	770 472 000,00	770 472 000,00	770 472 000,00	0,00	770 472 000,00
939	Action économique	88 531 000,00	0,00	82 481 000,00	82 481 000,00	82 481 000,00	82 481 000,00	0,00	82 481 000,00
94	Services communs non ventilés	3 113 832 000,00	0,00	40 000,00	3 196 677 000,00	3 196 677 000,00	40 000,00	3 196 637 000,00	3 196 677 000,00
940	Impositions directes	2 163 192 000,00	0,00		2 157 439 000,00	2 157 439 000,00		2 157 439 000,00	2 157 439 000,00
941	Autres impôts et taxes	1 500 000,00	0,00		3 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00	3 000 000,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	137 728 000,00	0,00		134 655 000,00	134 655 000,00		134 655 000,00	134 655 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	2 870 000,00	0,00	40 000,00	2 870 000,00	2 870 000,00	40 000,00	2 830 000,00	2 870 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00			2 000 000,00	2 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00
946	Transferts entre les sections	806 542 000,00			896 713 000,00	896 713 000,00		896 713 000,00	896 713 000,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	212 797 000,00	0,00	0,00	298 468 000,00	298 468 000,00	0,00	298 468 000,00	298 468 000,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	212 797 000,00			298 468 000,00	298 468 000,00	0,00	298 468 000,00	298 468 000,00
TOTAL des groupes fonctionnels		5 901 154 000,00	0,00	2 178 196 000,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	2 127 697 000,00	3 957 689 000,00	6 085 386 000,00
002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)									0,00
TOTAL									6 085 386 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET						III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - RECETTES						B

Chap.	LIBELLES	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III=I+II
93	Services ventilées	83 795 000,00	0,00	133 672 000,00	133 672 000,00	133 672 000,00
930	Services généraux	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	9 000 000,00	0,00	76 912 000,00	76 912 000,00	76 912 000,00
932	Enseignement	18 850 000,00	0,00	16 850 000,00	16 850 000,00	16 850 000,00
933	Culture, sports et loisirs	2 600 000,00	0,00	2 600 000,00	2 600 000,00	2 600 000,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	50 560 000,00	0,00	37 025 000,00	37 025 000,00	37 025 000,00
937	Environnement	285 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	Services communs non ventilés	5 817 359 000,00	0,00	5 951 714 000,00	5 951 714 000,00	5 951 714 000,00
940	Impositions directes	3 026 040 000,00	0,00	3 113 118 000,00	3 113 118 000,00	3 113 118 000,00
941	Autres impôts et taxes	2 520 669 000,00	0,00	2 509 329 000,00	2 509 329 000,00	2 509 329 000,00
942	Dotations et participations	8 850 000,00	0,00	8 850 000,00	8 850 000,00	8 850 000,00
943	Opérations financières	12 300 000,00	0,00	5 207 000,00	5 207 000,00	5 207 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections	249 500 000,00		315 210 000,00	315 210 000,00	315 210 000,00
TOTAL des groupes fonctionnels		5 901 154 000,00	0,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00	6 085 386 000,00
002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)						0,00
TOTAL						6 085 386 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET												III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles												B 930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

AE (1) = 68 432 000,00 €

Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Adm. générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil économique et social régional	23 Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environ- nement	28 Autres organismes		41 Actions interrégiona- les	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développe- ment	48 Autres actions internationa- les	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	121 330 000,00	59 267 000,00	16 600 000,00	3 515 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	600 000,00	0,00	570 000,00	1 190 000,00	203 122 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	121 330 000,00	59 267 000,00	16 600 000,00	3 515 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	600 000,00	0,00	570 000,00	1 190 000,00	203 122 000,00
Vote de l'assemblée (2)	121 330 000,00	59 267 000,00	16 600 000,00	3 515 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	600 000,00	0,00	570 000,00	1 190 000,00	203 122 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	59 267 000,00	6 340 000,00	415 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	600 000,00	0,00	570 000,00	1 190 000,00	68 432 000,00
Hors AE-CP	121 330 000,00	0,00	10 260 000,00	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 690 000,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET					III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					B 931

CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

AE (1) = 766 760 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	8 310 000,00	391 344 000,00	170 370 000,00	196 736 000,00	766 760 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	8 310 000,00	391 344 000,00	170 370 000,00	196 736 000,00	766 760 000,00
Vote de l'assemblée (2)	8 310 000,00	391 344 000,00	170 370 000,00	196 736 000,00	766 760 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	8 310 000,00	391 344 000,00	170 370 000,00	196 736 000,00	766 760 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	68 912 000,00	8 000 000,00	0,00	76 912 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	68 912 000,00	8 000 000,00	0,00	76 912 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	68 912 000,00	8 000 000,00	0,00	76 912 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET										III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										B 932

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

AE (1) = 310 791 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	473 264 000,00	67 500 000,00	19 645 000,00	10 250 000,00	0,00	38 104 000,00	608 763 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	473 264 000,00	67 500 000,00	19 645 000,00	10 250 000,00	0,00	38 104 000,00	608 763 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	473 264 000,00	67 500 000,00	19 645 000,00	10 250 000,00	0,00	38 104 000,00	608 763 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	145 370 000,00	67 500 000,00	19 645 000,00	10 250 000,00	0,00	38 104 000,00	280 869 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	327 894 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327 894 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	16 850 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	16 850 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	16 850 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET								III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								B 933

CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

AE (1) = 64 220 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)				

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	51 330 000,00	1 300 000,00	9 900 000,00	1 690 000,00	0,00	64 220 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	51 330 000,00	1 300 000,00	9 900 000,00	1 690 000,00	0,00	64 220 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	51 330 000,00	1 300 000,00	9 900 000,00	1 690 000,00	0,00	64 220 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	51 330 000,00	1 300 000,00	9 900 000,00	1 690 000,00	0,00	64 220 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET					III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					B 934

CHAPITRE 934 - SANTE ET ACTION SOCIALE

AE (1) = 9 841 000,00

€

Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	1 545 000,00	5 141 000,00	3 155 000,00	0,00	9 841 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	1 545 000,00	5 141 000,00	3 155 000,00	0,00	9 841 000,00
Vote de l'assemblée (2)	1 545 000,00	5 141 000,00	3 155 000,00	0,00	9 841 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	1 545 000,00	5 141 000,00	3 155 000,00	0,00	9 841 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET										III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										B 935

CHAPITRE 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

AE (1) = 22 773 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	17 758 000,00	2 000 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 300 000,00	600 000,00	0,00	22 773 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	17 758 000,00	2 000 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 300 000,00	600 000,00	0,00	22 773 000,00
Vote de l'assemblée (2)	17 758 000,00	2 000 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 300 000,00	600 000,00	0,00	22 773 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	17 758 000,00	2 000 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 300 000,00	600 000,00	0,00	22 773 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET					III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					B 936

CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

AE (1) = 57 052 000,00 €

Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
Vote de l'assemblée (2)	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
Vote de l'assemblée (2)	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET										III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles										B 937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

AE (1) = 24 784 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
---------	--------------------------	-------------------------------	---	----------------------------	----------------------------	--------------------------------	----------------------------	--	---------------------	----------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	5 136 000,00	708 000,00	850 000,00	300 000,00	900 000,00	15 930 000,00	0,00	960 000,00	24 784 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	5 136 000,00	708 000,00	850 000,00	300 000,00	900 000,00	15 930 000,00	0,00	960 000,00	24 784 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	5 136 000,00	708 000,00	850 000,00	300 000,00	900 000,00	15 930 000,00	0,00	960 000,00	24 784 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	5 136 000,00	708 000,00	850 000,00	300 000,00	900 000,00	15 930 000,00	0,00	960 000,00	24 784 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT

Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET								III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée								B 938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS

AE (1) = 771 022 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	706 000,00	755 766 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	706 000,00	755 766 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Vote de l'assemblée (2)	706 000,00	755 766 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	706 000,00	755 766 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

III - VOTE DU BUDGET							III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée							B 938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 1)

Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET								III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée								B 938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 2)

Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 472 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 472 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 472 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 472 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET							III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							B 939

CHAPITRE 939 - ACTION ECONOMIQUE

AE (1) = 82 481 000,00 €

Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	26 201 000,00	25 650 000,00	8 150 000,00	7 190 000,00	15 290 000,00	82 481 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	26 201 000,00	25 650 000,00	8 150 000,00	7 190 000,00	15 290 000,00	82 481 000,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	26 201 000,00	25 650 000,00	8 150 000,00	7 190 000,00	15 290 000,00	82 481 000,00
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	26 201 000,00	25 650 000,00	8 150 000,00	7 190 000,00	15 290 000,00	82 481 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions de la présidente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET						III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						B 940

CHAPITRE 940 - Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES	2 163 192 000,00	0,00	2 157 439 000,00	2 157 439 000,00	2 157 439 000,00
73912	F.N.G.I.R.	674 816 000,00	0,00	674 816 000,00	674 816 000,00	674 816 000,00
73913	Attributions de compensation CVAE	1 372 419 000,00	0,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00
73914	Fonds de péréquation des recettes perçues par les régions	115 957 000,00	0,00	110 204 000,00	110 204 000,00	110 204 000,00
	RECETTES	3 026 040 000,00	0,00	3 113 118 000,00	3 113 118 000,00	3 113 118 000,00
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	1 451 000 000,00	0,00	1 616 481 000,00	1 616 481 000,00	1 616 481 000,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau	124 040 000,00	0,00	124 218 000,00	124 218 000,00	124 218 000,00
73123	Attributions de compensation CVAE	1 451 000 000,00	0,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET						III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						B 941

CHAPITRE 941 - Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES	1 500 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
73918	Autres versements sur autres impôts locaux ou assimilés	1 500 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
	RECETTES	2 520 669 000,00	0,00	2 509 329 000,00	2 509 329 000,00	2 509 329 000,00
7321	TICPE 1ere part modulation LRL	962 241 000,00	0,00	963 022 000,00	963 022 000,00	963 022 000,00
733	Fraction de TVA	488 171 000,00	0,00	499 448 000,00	499 448 000,00	499 448 000,00
7344	Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	355 212 000,00	0,00	332 000 000,00	332 000 000,00	332 000 000,00
7352	Taxe sur les locaux à usage de bureaux	212 939 000,00	0,00	212 939 000,00	212 939 000,00	212 939 000,00
7353	Taxe additionnelle aux droits de mutation	65 000 000,00	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
73821	Taxe d'apprentissage	240 162 000,00	0,00	243 284 000,00	243 284 000,00	243 284 000,00
73822	TICPE - Ressource régionale de l'apprentissage	23 694 000,00	0,00	24 476 000,00	24 476 000,00	24 476 000,00
73841	Frais de gestion	86 548 000,00	0,00	88 625 000,00	88 625 000,00	88 625 000,00
73842	TICPE FPA	38 882 000,00	0,00	38 882 000,00	38 882 000,00	38 882 000,00
7385	TICPE Primes employeurs apprentis	29 820 000,00	0,00	30 818 000,00	30 818 000,00	30 818 000,00
7388	Autres	18 000 000,00	0,00	15 835 000,00	15 835 000,00	15 835 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET						III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						B 942

CHAPITRE 942 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	8 850 000,00	0,00	8 850 000,00	8 850 000,00	8 850 000,00
744	FCTVA	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
7461	DGD	8 820 000,00	0,00	8 820 000,00	8 820 000,00	8 820 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET						III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						B 943

CHAPITRE 943 - Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES (3)	137 728 000,00	0,00	134 655 000,00	134 655 000,00	134 655 000,00
6182	Documentation générale et technique	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
6228	Divers	925 000,00	0,00	925 000,00	925 000,00	925 000,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	119 132 000,00	0,00	121 081 000,00	121 081 000,00	121 081 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	8 637 000,00	0,00	6 465 000,00	6 465 000,00	6 465 000,00
6688	Autres charges financières	5 959 000,00	0,00	3 109 000,00	3 109 000,00	3 109 000,00
	RECETTES (4)	12 300 000,00	0,00	5 207 000,00	5 207 000,00	5 207 000,00
7622	Produit - rattachement des ICNE	-118 000,00	0,00	-6 214 000,00	-6 214 000,00	-6 214 000,00
7688	Autres produits financiers	12 418 000,00	0,00	11 421 000,00	11 421 000,00	11 421 000,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	77 515 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	71 050 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	6 465 000,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	1 134 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	7 348 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	- 6 214 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III - VOTE DU BUDGET						III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles						B 944

CHAPITRE 944 - Frais de fonctionnements des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	DEPENSES	2 870 000,00	0,00	2 870 000,00	2 870 000,00	2 870 000,00
6184	Frais de formation	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6185	Frais de colloques et séminaires	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	108 000,00	0,00	108 000,00	108 000,00	108 000,00
65861	Frais de personnel	2 722 000,00	0,00	2 722 000,00	2 722 000,00	2 722 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 - Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III - VOTE DU BUDGET				III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles				B 946

**CHAPITRE 946 - Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)**

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	806 542 000,00	896 713 000,00	896 713 000,00
	<i>Dotations aux amortissements et provisions</i>	<i>806 542 000,00</i>	<i>896 713 000,00</i>	<i>896 713 000,00</i>
6811	<i>Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles</i>	<i>806 542 000,00</i>	<i>896 713 000,00</i>	<i>896 713 000,00</i>
	<i>Autres</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	RECETTES (4)	249 500 000,00	315 210 000,00	315 210 000,00
	<i>Reprise sur autofinancement</i>	<i>249 500 000,00</i>	<i>315 210 000,00</i>	<i>315 210 000,00</i>
777	<i>Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat</i>	<i>249 500 000,00</i>	<i>315 210 000,00</i>	<i>315 210 000,00</i>
	<i>Transfert de charges</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 - Transferts à l'interieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions de la présidente sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III - VOTE DU BUDGET		III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS		B 952 B 953

DEPENSES

CHAPITRE 952 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AE précédent	Vote de l'assemblée sur les AE
0,00	0,00

DEPENSES

CHAPITRE 953 - Virement à la section d'investissement	
Pour mémoire budget précédent (1)	Vote de l'assemblée
212 797 000,00	298 468 000,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B

IV - PRESENTATION CROISEE													IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles													A/900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil économique et social régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégiona- les	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvention globale	44 Aide publique au dévelop- pement	48 Autres actions internationa- les	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES		130 000,00	27 510 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	650 000,00	1 250 000,00	30 190 000,00
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d' insertion	0,00	2 724 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 724 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	650 000,00	1 250 000,00	2 550 000,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	0,00	7 431 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 431 000,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
215	Installations, matériel et outillage techniques	30 000,00	295 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	100 000,00	2 902 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 002 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	14 120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 120 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE						IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A/901

CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	15 000 000,00	4 300 000,00	19 300 000,00
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	0,00	0,00	383 820,00	40 000,00	423 820,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	14 616 180,00	4 260 000,00	18 876 180,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES											A/902
Détail par articles											

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		0,00	1 600 000,00	0,00	450 415 000,00	5 000 000,00	59 005 000,00	80 725 000,00	12 540 000,00	20 255 000,00	629 540 000,00
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d' insertion	0,00	0,00	0,00	13 168 000,00	0,00	1 873 000,00	205 000,00	100 000,00	0,00	15 346 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 600 000,00	0,00	2 000 000,00	5 000 000,00	0,00	21 307 000,00	2 000 000,00	2 005 000,00	33 912 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	4 050 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	4 060 000,00
215	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	1 795 000,00	0,00	213 000,00	0,00	0,00	0,00	2 008 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	38 705 000,00	0,00	3 296 000,00	0,00	0,00	18 000 000,00	60 001 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	72 781 000,00	0,00	13 077 000,00	850 000,00	2 200 000,00	0,00	88 908 000,00
235	Part investissement p.p.p.	0,00	0,00	0,00	11 930 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 930 000,00
236	Avances versées aux eple sur immobilisations régionales	0,00	0,00	0,00	40 125 000,00	0,00	6 026 000,00	0,00	8 240 000,00	250 000,00	54 641 000,00
237	Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelle	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	265 711 000,00	0,00	29 550 000,00	58 363 000,00	0,00	0,00	353 624 000,00
455	Opérations d'investis. sur établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00
RECETTES		86 089 000,00	0,00	0,00	17 300 000,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	108 269 000,00
131	Subventions d investissement rattachées aux actifs amortiss	0,00	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500 000,00

IV - PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES											A/902
Détail par articles											

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
133	Fonds affectés à l'équipement amortissable	86 089 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 089 000,00
236	Avances versées aux eple sur immobilisations sur immobilisations régionales	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	12 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 300 000,00
455	Opérations d'investis. sur établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00	0,00	0,00	0,00	4 880 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE								IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A/903

CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		0,00	1 000 000,00	31 770 000,00	7 230 000,00	42 820 000,00	5 680 000,00	1 500 000,00	90 000 000,00
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	25 000,00	0,00	195 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 000 000,00	19 800 000,00	7 230 000,00	27 855 000,00	4 170 000,00	0,00	60 055 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	11 970 000,00	0,00	1 500 000,00	755 000,00	0,00	14 225 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00	700 000,00	1 500 000,00	2 495 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000 000,00	0,00	0,00	13 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE						IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A/904

CHAPITRE 904 - SANTE ET ACTION SOCIALE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	3 995 000,00	21 005 000,00	0,00	25 000 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	3 995 000,00	21 005 000,00	0,00	25 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles											A/905

CHAPITRE 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	25 000 000,00	76 850 000,00	13 000 000,00	85 000 000,00	0,00	12 250 000,00	10 160 000,00	0,00	222 260 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	25 000 000,00	76 850 000,00	12 000 000,00	85 000 000,00	0,00	12 250 000,00	10 160 000,00	0,00	221 260 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE						IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A/906

CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES		0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
RECETTES		0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00
132	Subventions d'investissement rattachées aux actifs non amor	0,00	9 810 000,00	0,00	0,00	9 810 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles											A/907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	9 370 000,00	4 500 000,00	2 700 000,00	5 810 000,00	22 500 000,00	21 850 000,00	31 516 000,00	16 275 000,00	114 521 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	9 370 000,00	4 500 000,00	2 700 000,00	5 810 000,00	22 500 000,00	20 920 000,00	31 516 000,00	16 275 000,00	113 591 000,00
215	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00	0,00	0,00	900 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE									IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles									A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		0,00	39 276 000,00	429 996 000,00	29 805 000,00	0,00	0,00	0,00	29 446 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	39 276 000,00	429 996 000,00	29 805 000,00	0,00	0,00	0,00	29 446 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - PRESENTATION CROISEE								IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 1)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES		26 715 000,00	0,00	20 286 000,00	77 000,00	4 962 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	26 715 000,00	0,00	20 286 000,00	77 000,00	4 962 000,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - PRESENTATION CROISEE									IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles									A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite 2)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 nsfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES		0,00	0,00	15 676 000,00	632 000,00	5 608 000,00	0,00	0,00	602 479 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	15 676 000,00	632 000,00	5 608 000,00	0,00	0,00	602 479 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE								IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A/909

CHAPITRE 909 - ACTION ECONOMIQUE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	13 140 000,00	81 550 000,00	5 150 000,00	40 060 000,00	5 000 000,00	144 900 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	6 747 000,00	79 550 000,00	5 150 000,00	40 060 000,00	5 000 000,00	136 507 000,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	6 393 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 393 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE														IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES														A/930
Détail par articles														

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil économique et social régional	23 Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environ- nement	28 Autres organismes		41 Actions interrégiona- les	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développe- ment	48 Autres actions internatio- nales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES		121 330 000,00	59 267 000,00	16 600 000,00	3 515 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	600 000,00	0,00	570 000,00	1 190 000,00	203 122 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	1 690 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 690 000,00
606	Achats non stockés de matières et fournitures	2 000,00	2 473 000,00	63 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 541 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 279 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 000,00	4 445 000,00
613	Locations	0,00	18 978 000,00	244 000,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 228 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	3 724 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 724 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	4 574 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 574 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	1 552 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 555 000,00
617	Études et recherches	25 000,00	277 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 000,00
618	Divers	12 000,00	1 842 000,00	191 000,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 082 000,00
621	Personnel extérieur au service	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	30 000,00	7 584 000,00	54 000,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	30 000,00	7 752 000,00
623	Publicité, publications, relations publiques	0,00	6 687 000,00	971 000,00	216 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	33 000,00	7 920 000,00
624	Transports de biens et transports collectifs	15 000,00	454 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	505 000,00
625	Déplacements et missions	101 000,00	248 000,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	358 000,00
626	Frais postaux et frais de télécommunications	0,00	1 312 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 312 000,00

IV - PRESENTATION CROISEE														IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES														A/930
Détail par articles														

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil économique et social régional	23 Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environ- nement	28 Autres organismes		41 Actions interrégiona- les	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développe- ment	48 Autres actions internatio- nales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
627	Services bancaires et assimilés	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
628	Divers	0,00	2 195 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	18 000,00	2 231 000,00
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	2 662 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 662 000,00
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	278 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 000,00
637	Autres impôts, taxes et vers. assimilés (autres organismes)	0,00	102 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
641	Rémunérations du personnel	85 926 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 926 000,00
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	29 618 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 618 000,00
647	Autres charges sociales	1 882 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 912 000,00
648	Autres charges de personnel	717 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 000,00
652	Indemnités de présence	0,00	0,00	0,00	3 216 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 216 000,00
653	Indemnités et frais de formation des élus régionaux	0,00	0,00	11 163 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 163 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	10 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
657	Subventions	0,00	886 000,00	3 855 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	556 000,00	0,00	570 000,00	917 000,00	6 834 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	77 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 000,00
666	Pertes de change	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	24 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00

IV - PRESENTATION CROISEE													IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles													A/930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil économique et social régional	23 Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environ- nement	28 Autres organismes		41 Actions interrégiona- les	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développe- ment	48 Autres actions internatio- nales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
674	Subventions exceptionnelles	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE						IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A/931

CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		8 310 000,00	391 344 000,00	170 370 000,00	196 736 000,00	766 760 000,00
611	Contrats de prestations de services	75 000,00	190 427 000,00	144 777,00	0,00	190 646 777,00
617	Études et recherches	78 000,00	0,00	45 024,00	50 000,00	173 024,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	5 298 000,00	0,00	1 327,00	74 000,00	5 373 327,00
623	Publicité, publications, relations publiques	200 000,00	0,00	83 932,00	10 000,00	293 932,00
626	Frais postaux et frais de télécommunications	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
651	Aides à la personne	0,00	131 774 000,00	0,00	28 852 000,00	160 626 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	24 086 270,00	0,00	24 086 270,00
657	Subventions	2 657 000,00	69 143 000,00	146 008 670,00	167 750 000,00	385 558 670,00
RECETTES		0,00	68 912 000,00	8 000 000,00	0,00	76 912 000,00
747	Participations	0,00	68 912 000,00	0,00	0,00	68 912 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE										IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES										A/932
Détail par articles										

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier dgré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	473 264 000,00	67 500 000,00	19 645 000,00	10 250 000,00	0,00	38 104 000,00	608 763 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
606	Achats non stockés de matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	48 725 000,00	0,00	8 962 000,00	0,00	0,00	0,00	57 687 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 000,00	0,00	0,00	131 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00	0,00	938 000,00	0,00	0,00	405 000,00	3 643 000,00
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	305 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 598 000,00	7 903 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	524 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	724 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	0,00	0,00	0,00	643 000,00	0,00	0,00	189 000,00	0,00	1 244 000,00	2 076 000,00
623	Publicité, publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	352 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	43 000,00	470 000,00
624	Transports de biens et transports collectifs	0,00	0,00	0,00	3 585 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 585 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
626	Frais postaux et frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	1 613 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	1 713 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	1 595 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 595 000,00
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	7 435 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 435 000,00
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

IV - PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES											A/932
Détail par articles											

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
637	Autres impôts, taxes et vers. assimilés (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	225 965 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 965 000,00
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	0,00	0,00	0,00	84 340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 340 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	5 773 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 773 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	1 286 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 286 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 461 000,00	0,00	10 000,00	4 471 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	74 153 000,00	67 500 000,00	7 465 000,00	0,00	0,00	0,00	149 118 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	14 040 000,00	0,00	2 180 000,00	5 394 000,00	0,00	28 604 000,00	50 218 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
674	Subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	7 350 000,00	0,00	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	16 850 000,00
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
748	Compensations, attributions et autres participations	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	15 500 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE								IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES								A/933
Détail par articles								

CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)				
DEPENSES		0,00	0,00	51 330 000,00	1 300 000,00	9 900 000,00	1 690 000,00	0,00	64 220 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
606	Achats non stockés de matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	500 000,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	650 000,00
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
623	Publicité, publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	100 000,00	0,00	500 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00	1 400 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	300 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	550 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 290 000,00	0,00	1 290 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	50 530 000,00	400 000,00	7 150 000,00	200 000,00	0,00	58 280 000,00
671	Charges exceptionnelles sur operations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
RECETTES		0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
747	Participations	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE						IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A/934

CHAPITRE 934 - SANTE ET ACTION SOCIALE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		1 545 000,00	5 141 000,00	3 155 000,00	0,00	9 841 000,00
657	Subventions	1 545 000,00	5 141 000,00	3 155 000,00	0,00	9 841 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES											A/935
Détail par articles											

CHAPITRE 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		17 758 000,00	2 000 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 300 000,00	600 000,00	0,00	22 773 000,00
618	Divers	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	29 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
623	Publicité, publications, relations publiques	2 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
628	Divers	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00	0,00	0,00	82 000,00
657	Subventions	17 717 000,00	2 000 000,00	1 070 000,00	0,00	40 000,00	0,00	1 224 000,00	600 000,00	0,00	22 651 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE					IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A/936

CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES		17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
657	Subventions	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
RECETTES		17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00
747	Participations	17 923 000,00	4 102 000,00	15 000 000,00	0,00	37 025 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE											IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles											A/937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	5 136 000,00	708 000,00	850 000,00	300 000,00	900 000,00	15 930 000,00	0,00	960 000,00	24 784 000,00
617	Études et recherches	0,00	4 000,00	86 200,00	0,00	0,00	50 000,00	13 000,00	0,00	0,00	153 200,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	0,00	0,00	24 160,00	28 000,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 160,00
623	Publicité, publications, relations publiques	0,00	0,00	48 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 320,00
628	Divers	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	288 000,00
657	Subventions	0,00	5 124 000,00	549 320,00	822 000,00	236 000,00	850 000,00	15 637 000,00	0,00	960 000,00	24 178 320,00
RECETTES		0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
747	Participations	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE									IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles									A/938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services Communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		706 000,00	755 766 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
617	Études et recherches	706 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	658 206 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	97 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - PRESENTATION CROISEE								IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A/938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 1)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - PRESENTATION CROISEE									IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles									A/938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite 2)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 472 000,00
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	706 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 206 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE								IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A/939

CHAPITRE 939 - ACTION ECONOMIQUE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	26 201 000,00	25 650 000,00	8 150 000,00	7 190 000,00	15 290 000,00	82 481 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	330 000,00	95 000,00	0,00	425 000,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires	0,00	0,00	6 000,00	3 000,00	0,00	0,00	9 000,00
623	Publicité, publications, relations publiques	0,00	0,00	40 000,00	4 000,00	0,00	0,00	44 000,00
624	Transports de biens et transports collectifs	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	256 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	266 000,00
656	Participations	0,00	105 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
657	Subventions	0,00	25 840 000,00	25 599 000,00	7 813 000,00	7 095 000,00	15 269 000,00	81 616 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie	Montant maximum autorisé au 01/01/2018	Montant des tirages au 31/12/2018	Montant des remboursements au 31/12/2018		Encours restant dû au 01/01/2019
				Intérêts (6615) *	Remboursement du tirage **	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt	18/12/2017 (2)	587 000 000,00	0,00	0,00	175 000 000,00	0,00
- CE-CFF	25/10/2007 (3)	587 000 000,00	0,00	0,00	175 000 000,00	0**
5194 Billets de trésorerie	18/12/2017 (2)	1 000 000 000,00	500 000 000,00	-1 794 046,48	0,00	500 000 000,00
- Délibération du 01/02/2002	01/02/2002 (3)	500 000 000,00				
- Délibération du 16/12/2011	16/12/2011 (3)	1 000 000 000,00				
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		1 587 000 000,00	500 000 000,00	-1 794 046,48	175 000 000,00	500 000 000,00

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071C/du 22/2/1989

(2) Date de la délibération autorisant la mobilisation de la ligne revolving ou du programme de billets de trésorerie à hauteur du plafond.

(3) Date de la délibération autorisant l'ouverture de la ligne revolving ou du programme de billets de trésorerie.

* Les intérêts sur la ligne de trésorerie assortie à un emprunt sont comptabilisés au 66111. Les intérêts sur les "titres négociables à court terme" (nouvelle dénomination des billets de trésorerie) sont comptabilisés au 6618 en dépenses et au 7688 en recettes (dans le cas de taux négatifs).

** Montant prévisionnel attendu en fin d'année.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembt	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Devise après swap	Périodicité des rembts (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembt anticipé partiel O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
163 Emprunts obligataires (Total)					4 957 612 644,69										
Emissions publiques					4 445 000 000,00										
2009.EP.EUR.200	SOC GEN, HSBC France et BANCA IMI	21/04/2009	23/04/2009	23/04/2019	200 000 000,00	F	Fixe	4,500	4,500	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2010.EP.EUR.300	SOCIETE GENERALE et BANCA IMI	02/06/2010	04/06/2010	04/06/2020	300 000 000,00	F	Fixe	3,200	3,200	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2011.EP.EUR.410	SG, DB, HSBC France, Natixis	06/06/2011	08/06/2011	07/01/2022	410 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2012.EP.EUR.350	BNP PARIBAS et CACIB	23/03/2012	27/03/2012	27/03/2024	350 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.EP.EUR.300	BARCLAYS, NATIXIS	06/06/2013	10/06/2013	10/06/2023	300 000 000,00	F	Fixe	2,250	2,250	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2014.EP.EUR.600	CACIB, HSBC France et Natixis	22/04/2014	24/04/2014	24/04/2026	600 000 000,00	F	Fixe	2,375	2,375	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.EP.EUR.500	BNPP, CACIB, NATIXIS	21/04/2015	23/04/2015	23/04/2027	500 000 000,00	F	Fixe	0,625	0,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.TAP.EUR.110	ICBC, SG, UBS	15/10/2015	19/10/2015	04/06/2020	110 000 000,00	F	Fixe	3,200	3,200	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.TAP.EUR.25	BNPP	26/10/2015	28/10/2015	27/03/2024	25 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2016.EP.EUR.650	BNPP, CACIB, NATIXIS, SGCIB	10/06/2016	14/06/2016	14/06/2025	650 000 000,00	F	Fixe	0,500	0,500	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2017.EP.EUR.500	BARCLAYS, CACIB, HSBC FRANCE, SG	07/03/2017	14/03/2017	14/03/2029	500 000 000,00	F	Fixe	1,375	1,375	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2018.EP.EUR.500	CACIB, HSBC FRANCE, NATIXIS, SG	18/06/2018	20/06/2018	20/06/2033	500 000 000,00	F	Fixe	1,375	1,375	EUR	EUR	F	F	N	A-1
Placements Privés					462 612 644,69										
2011.PP.AUD.66,8	CACIB	27/06/2011	28/06/2011	28/06/2021	66 796 318,16	V	EUR3M	1,921	1,948	AUD	EUR	F	F	N	A-1
2011.PP.EUR.60	SG	11/07/2011	13/07/2011	13/07/2026	60 000 000,00	F	Fixe	4,035	4,035	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.EUR.40	NATIXIS	26/03/2013	28/03/2013	28/03/2025	40 000 000,00	F	Fixe	2,594	2,594	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.JPY.40,8	CACIB	10/04/2013	11/04/2013	11/04/2028	40 816 326,53	V	EUR3M	0,976	0,990	JPY	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.EUR.70	HSBC France	29/10/2013	31/10/2013	31/10/2028	70 000 000,00	F	Fixe	3,060	3,060	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.EUR.50	Commerzbank	27/11/2013	29/11/2013	29/11/2024	50 000 000,00	F	Fixe	2,675	2,675	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2014.PP.EUR.35	HSBC France	23/09/2014	25/09/2014	25/09/2025	35 000 000,00	F	Fixe	1,640	1,640	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.PP.EUR.100	Bred	29/07/2015	31/07/2015	31/07/2021	100 000 000,00	V	EUR3M	0,127	0,129	EUR	EUR	F	F	N	A-1
Schuldschein					50 000 000,00										
2013.SSD.EUR.50	HELABA	04/04/2013	10/04/2013	10/04/2028	50 000 000,00	F	Fixe	2,750	2,750	EUR	EUR	F	F	N	A-1
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					776 000 000,00										
1641 Emprunts en euros (total)					776 000 000,00										
2008.BQ.EUR.50a	DEXIA	12/11/2008	14/11/2008	01/12/2022	50 000 000,00	F	Fixe	4,265	4,327	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2008.BQ.EUR.50b	DEXIA	26/11/2008	28/11/2008	01/12/2022	50 000 000,00	F	Fixe	4,065	4,124	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2011.BQ.EUR.252	CDC	14/12/2011	20/12/2011	01/03/2012	252 000 000,00	F	Fixe	3,570	3,570	EUR	EUR	T	P	O	A-1
2012.BQ.EUR.200	BEI	16/03/2012	26/03/2012	25/03/2027	200 000 000,00	F	Fixe	3,827	3,827	EUR	EUR	F	F	O	A-1
2014.BQ.EUR.100	BEI	13/12/2013	17/12/2014	17/12/2019	100 000 000,00	F	Fixe	0,321	0,321	EUR	EUR	F	F	O	A-1
2015.BQ.EUR.24	BEI	13/12/2013	30/06/2015	30/06/2019	24 000 000,00	F	Fixe	0,230	0,230	EUR	EUR	F	F	O	A-1
2018.BQ.EUR.40	CDC	19/05/2017	06/03/2018	01/03/2019	40 000 000,00	F	Fixe	0,000	0,000	EUR	EUR	A	P	O	A-1
2018.BQ.EUR.60	CDC	19/05/2017	08/06/2018	01/09/2018	60 000 000,00	F	Fixe	1,340	1,340	EUR	EUR	T	P	O	A-1
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00										
2007.REVOLVING.1000	Caisses d'épargne	07/11/2007	31/12/2007	30/12/2011	0,00	V	EONIA	4,021	4,077	EUR	EUR	X	X	O	A-1
Total général					5 733 612 644,69										

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : EURIBOR 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semest ; T : trim ; F : in fine, X : autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REGION ILE-DE-FRANCE	IV – ANNEXES												IV
	ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE												B1.2

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2019											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2019	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité prévisionnelle de l'exercice 2019			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		367 612 644,69		4 957 612 644,69					200 000 000,00	105 613 844,08	11 421 000,00	63 214 246,46
Emissions publiques		200 000 000,00		4 445 000 000,00					200 000 000,00	93 531 319,44	9 000 000,00	59 181 181,51
2009.EP.EUR.200	O	200 000 000,00	A-1	200 000 000,00	0,3	Variable	EUR3M	1,805%	200 000 000,00	10 830 069,44	9 000 000,00	0,00
2010.EP.EUR.300	N	0,00	A-1	300 000 000,00	1,4	Fixe	Fixe	3,200%	0,00	9 600 000,00	0,00	5 523 287,67
2011.EP.EUR.410	N	0,00	A-1	410 000 000,00	3,0	Fixe	Fixe	3,625%	0,00	14 862 500,00	0,00	14 577 465,75
2012.EP.EUR.350	N	0,00	A-1	350 000 000,00	5,2	Fixe	Fixe	3,625%	0,00	12 687 500,00	0,00	9 698 116,44
2013.EP.EUR.300	N	0,00	A-1	300 000 000,00	4,4	Fixe	Fixe	2,250%	0,00	6 750 000,00	0,00	3 772 602,74
2014.EP.EUR.600	N	0,00	A-1	600 000 000,00	7,3	Fixe	Fixe	2,375%	0,00	14 250 000,00	0,00	9 799 315,07
2015.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	8,3	Fixe	Fixe	0,625%	0,00	3 125 000,00	0,00	2 157 534,25
2015.TAP.EUR.110	N	0,00	A-1	110 000 000,00	1,4	Fixe	Fixe	3,200%	0,00	3 520 000,00	0,00	2 025 205,48
2015.TAP.EUR.25	N	0,00	A-1	25 000 000,00	5,2	Fixe	Fixe	3,625%	0,00	906 250,00	0,00	692 722,60
2016.EP.EUR.650	N	0,00	A-1	650 000 000,00	6,5	Fixe	Fixe	0,500%	0,00	3 250 000,00	0,00	1 780 821,92
2017.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	10,2	Fixe	Fixe	1,375%	0,00	6 875 000,00	0,00	5 500 000,00
2018.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	14,5	Fixe	Fixe	1,375%	0,00	6 875 000,00	0,00	3 654 109,59
Placements Privés		167 612 644,69		462 612 644,69					0,00	10 707 524,64	2 421 000,00	3 034 777,29
2011.PP.AUD.66,8	O	66 796 318,16	A-1	66 796 318,16	2,5	Variable	EUR3M	1,190%	0,00	805 916,13	0,00	6 623,97
2011.PP.EUR.60	O	60 000 000,00	A-1	60 000 000,00	7,5	Variable	EUR3M	1,280%	0,00	3 199 666,67	2 421 000,00	1 302 755,25
2013.PP.EUR.40	N	0,00	A-1	40 000 000,00	6,2	Fixe	Fixe	2,594%	0,00	1 037 600,00	0,00	790 281,64
2013.PP.JPY.40,8	O	40 816 326,53	A-1	40 816 326,53	9,3	Variable	EUR3M	1,565%	0,00	647 647,39	0,00	143 724,49
2013.PP.EUR.70	N	0,00	A-1	70 000 000,00	9,8	Fixe	Fixe	3,060%	0,00	2 142 000,00	0,00	357 978,08
2013.PP.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	5,9	Fixe	Fixe	2,675%	0,00	1 337 500,00	0,00	117 260,27
2014.PP.EUR.35	N	0,00	A-1	35 000 000,00	6,7	Fixe	Fixe	1,640%	0,00	574 000,00	0,00	152 542,47
2015.PP.EUR.100	N	0,00	A-1	100 000 000,00	2,6	Variable	EUR3M	0,950%	0,00	963 194,44	0,00	163 611,11
Schuldschein		0,00		50 000 000,00					0,00	1 375 000,00	0,00	998 287,67
2013.SSD.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	9,3	Fixe	Fixe	2,750%	0,00	1 375 000,00	0,00	998 287,67
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		672 897 677,26					146 271 015,22	18 074 981,89	0,00	929 975,84
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		672 897 677,26					146 271 015,22	18 074 981,89	0,00	929 975,84
2008.BQ.EUR.50a	N	0,00	A-1	50 000 000,00	3,9	Fixe	Fixe	4,265%	0,00	2 162 118,06	0,00	177 708,33
2008.BQ.EUR.50b	N	0,00	A-1	50 000 000,00	3,9	Fixe	Fixe	4,065%	0,00	2 060 729,17	0,00	169 375,00
2011.BQ.EUR.252	N	0,00	A-1	150 710 678,53	7,9	Fixe	Fixe	3,570%	16 608 611,78	5 091 977,59		393 721,22
2012.BQ.EUR.200	N	0,00	A-1	200 000 000,00	8,2	Fixe	Fixe	3,827%	0,00	7 654 000,00	0,00	127 566,67
2014.BQ.EUR.100	N	0,00	A-1	100 000 000,00	1,0	Fixe	Fixe	0,321%	100 000 000,00	321 000,00	0,00	0,00
2015.BQ.EUR.24	N	0,00	A-1	24 000 000,00	0,5	Fixe	Fixe	0,230%	24 000 000,00	27 600,00	0,00	0,00
2018.BQ.EUR.40	N	0,00	A-1	40 000 000,00	19,2	Fixe	Fixe	0,000%	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00
2018.BQ.EUR.60	N	0,00	A-1	58 186 998,73	14,5	Fixe	Fixe	1,340%	3 662 403,44	757 557,08	0,00	61 604,62
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
2007.REVOLVING.1000	N	0,00	A-1	0,00	5,0	Variable	EONIA	0,780%	0,00	0,00	0,00	0,00
Prévision pour emprunt 2019												13 369 863,01
Total général		367 612 644,69		5 630 510 321,95					346 271 015,22	123 688 825,97	11 421 000,00	77 514 085,31

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau "détail des opérations de couverture".

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. classification des emprunts suivants la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opération de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe.

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01 après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. S'agissant du niveau de taux, pour un emprunt à taux variable, il s'agit du taux anticipé sur l'année N.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 7688. Ces flux sont inscrits sans compensation.

REGION ILE-DE-FRANCE	IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX		B1.3

B1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

SANS OBJET

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres type de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL														

- (1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : Ecarts d'indices hors zone euro / 6 : Autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, il s'agit du taux anticipé sur l'année N.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES		IV
REGION ILE-DE-FRANCE	ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Structure		Indices zone euro	Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	Ecart d'indices zone euro	Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	Ecart d'indices hors zone euro	Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	2 *					
	% de l'encours	100,0%					
	Montant en euros	5 630 510 321,95 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier.	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette prévisionnel au 01/01/2019 après opérations de couverture éventuelles.

* Hors swaps de devises contractés dès l'origine de l'emprunt et pour l'intégralité de sa durée

IV - ANNEXES																			IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE																			B1.5

B1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (pour chaque ligne, indiquer le numéro du contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture										Effet de l'instrument de couverture							
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/2018	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin de contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles (M€)		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat d'emprunt (M€)		Catégorie d'emprunt (8)	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option	Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux (6)	Charges c/6688	Produits c/7688	Avant opération de couverture	Après couverture
Taux fixe (total)												-	-								
Taux variable simple (total)		367 612 644,69										-	-					21,926	93,306		
2009.EP.EUR.200.DV1	2009.EP.EUR.200	200 000 000,00	23/04/2019	HSBC France et SG	Swap	Taux	100%	23/04/2009	23/04/2019	T	-	-	-	EUR3M	1,805%	Fixe	4,500%	19,552	76,774	A-1	A-1
2011.PP.AUD.66,8.DEV	2011.PP.AUD.66,8	66 796 318,16	28/06/2021	CACIB	Swap	Change	100%	28/06/2011	28/06/2021	T	-	-	-	EUR3M	1,190%	-	-	-	-	A-1	A-1
2011.PP.EUR.60.DV1	2011.PP.EUR.60	60 000 000,00	13/07/2026	SG	Swap	Taux	100%	13/07/2011	13/07/2026	T	-	-	-	EUR3M	1,280%	Fixe	4,035%	2,374	16,532	A-1	A-1
2013.PP.JPY.40,8.DEV	2013.PP.JPY.40,8	40 816 326,53	11/04/2028	CACIB	Swap	Change	100%	11/04/2013	11/04/2028	T	-	-	-	EUR3M	1,565%	-	-	-	-	A-1	A-1
Taux composé (total) (2)		0,00										-	-					-	-		
TOTAL GENERAL		367 612 644,69										-	-					21,926	93,306		

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlements des intérêts : A : annuelle, S : semestrielle, T : trimestrielle, B : bimestrielle,

M : mensuelle, X : autre.

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, il s'agit du niveau de taux anticipé pour l'année N.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES	B2

METHODES UTILISEES

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deça duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 4321-1 du CGCT) : 1 50€ TTC		
	Catégories de bien amortis	Durée (en années)	
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
	Frais d'études, de recherche et de développement		CR 03-05 du 31 janvier 2005
	Frais d'études (non suivis de réalisation)	3 ans	
	Frais de de recherche et de développement	5 ans	
	Frais d'insertion	1 an	
	Subventions d'équipement aux organismes publics		CR 45-12 du 27 septembre 2012 et CR 2018-012 du 31 mai 2018
	Etat - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Etat - Bâtiments et installations	15 ans	
	Etat - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Etat - Voiries	40 ans	
	Etat - Monuments historiques	40 ans	
	Région - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Région - Bâtiments et installations	15 ans	
	Région - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Département - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Département - Bâtiments et installations	15 ans	
	Département - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Communes et EPCI - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Communes et EPCI - Bâtiments et installations	15 ans	
	Communes et EPCI - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Autres groupements de collectivités et EPLE - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Autres groupements de collectivités et EPLE - Bâtiments et installations	15 ans	
	Autres groupements de collectivités et EPLE - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	SPIC - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES	B2

METHODES UTILISEES

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deça duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 4321-1 du CGCT) : 1 50€ TTC		
	Catégories de bien amortis	Durée (en années)	
	SPIC - Bâtiments et installations	15 ans	CR 45-12 du 27 septembre 2012
	SPIC - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Organismes de transport - SNCF - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Organismes de transport - SNCF - Bâtiments et installations	15 ans	
	Organismes de transport - SNCF - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Organismes de transport - RFF - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Organismes de transport - RFF - Bâtiments et installations	15 ans	
	Organismes de transport - RFF - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Organismes de transport - STIF - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Organismes de transport - STIF - Bâtiments et installations	15 ans	
	Organismes de transport - STIF - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Organismes de transport - autres - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Organismes de transport - autres - Bâtiments et installations	15 ans	
	Organismes de transport - autres - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Organismes publics divers - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Organismes publics divers - Bâtiments et installations	15 ans	
	Organismes publics divers - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé		
	Personnes de droit privé - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Personnes de droit privé - Bâtiments et installations	15 ans	
	Personnes de droit privé - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	
	Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement		
	Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Biens mobiliers, matériel et études	5 ans	
	Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Bâtiments et installations	15 ans	
	Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses d'équipement - Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 ans	

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES	B2

METHODES UTILISEES

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deça duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 4321-1 du CGCT) : 1 50€ TTC		
	Catégories de bien amortis	Durée (en années)	
	Subventions d'équipement en nature Organismes publics - Biens mobiliers, matériel et études Organismes publics - Bâtiments et installations Organismes publics - Projets d'infrastructures d'intérêt national Personnes de droit privé - Biens mobiliers, matériel et études Personnes de droit privé - Bâtiments et installations Personnes de droit privé - Projets d'infrastructures d'intérêt national Concessions et droits similaires, brevets, licence, marques, procédés, droits et valeurs similaires Autres immobilisations incorporelles	5 ans 15 ans 30 ans 5 ans 15 ans 30 ans 2 ans 5 ans	CR 45-12 du 27 septembre 2012 CR 45-12 du 27 septembre 2012 CR 03-05 du 31 janvier 2005
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES Plantations Constructions Constructions sur sol d'autrui Matériel technique léger Autres matériels de transport Matériel informatique Matériels de bureau et mobiliers Matériel de téléphonie Autres immobilisations corporelles Batiments légers et démontables Installations et agencements de batiments Matériel technique scolaire Matériel technique hors scolaire	15 ans 30 ans Durée du bail 5 ans 5 ans 4 ans 8 ans 5 ans 10 ans 15 ans 15 ans 5 ans 5 ans	CR 03-05 du 31 janvier 2005 CR 45-12 du 27 septembre 2012

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETATS DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2019

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/2018 B	Montant total des provisions constituées C=A+B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E=C-D
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		9 132 600,00	9 132 600,00	0,00	9 132 600,00
Provisions pour litiges						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions						
Autres provisions pour risques						
<i>Provision pour risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse</i>	0,00	Décembre 2014	3 132 600,00	3 132 600,00	0,00	3 132 600,00
<i>Complément à la provision pour risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse</i>	0,00	Novembre 2016	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
<i>Provision pour risque - Résiliation du marché "VRD-Espaces verts" passé pour l'aménagement de l'Ile de Loisirs de Vaires Torcy</i>	0,00	Novembre 2016	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00
<i>Provision pour risque - Règlement du marché de rénovation et d'extension du lycée Corneille à la Celle Saint Cloud</i>	0,00	Novembre 2016	650 000,00	650 000,00	0,00	650 000,00
<i>Provision pour risque - Réhabilitation du lycée Marie Curie à Versailles</i>	0,00	Novembre 2016	500 000,00	500 000,00	0,00	500 000,00
<i>Provision pour risque - Résiliation de la convention de mise à disposition de la Région de bâtiments appartenant à l'association professionnelle des hôteliers, restaurateurs, limonadiers (APHRL)</i>	0,00	Novembre 2016	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00
<i>Provision pour risque - Litige concernant les travaux de restructuration et d'extension de la cité scolaire Hoche à Versailles</i>	0,00	Novembre 2016	650 000,00	650 000,00	0,00	650 000,00
Dépréciations (2)						
- des immobilisations						
- des stocks et encours						
- des comptes de tiers						
- des comptes financiers						
TOTAL PROVISIONS			9 132 600,00	9 132 600,00	0,00	9 132 600,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée

(2) Indiquer l'objet de la provision

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

SANS OBJET

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (I) – (II + III)
TOTAL							
	[...]						

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

		Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)				4 880 000,00	4 880 000,00
PARIS 03 ^{ème}	VICTOR HUGO			89 468,00	
PARIS 04 ^{ème}	CHARLEMAGNE			95 259,00	
PARIS 08 ^{ème}	CHAPTAL			107 641,00	
PARIS 09 ^{ème}	JACQUES DECOUR			120 023,00	
PARIS 09 ^{ème}	JULES FERRY			90 267,00	
PARIS 09 ^{ème}	LAMARTINE			79 882,00	
PARIS 11 ^{ème}	VOLTAIRE			88 669,00	
PARIS 17 ^{ème}	CARNOT			135 400,00	
PARIS 17 ^{ème}	HONORE DE BALZAC			183 330,00	
PARIS 19 ^{ème}	HENRI BERGSON			71 295,00	
PARIS 20 ^{ème}	HELENE BOUCHER			90 467,00	
PARIS 20 ^{ème}	MAURICE RAVEL + ANNEXE			73 691,00	
PARIS 05 ^{ème}	HENRI IV			134 601,00	
PARIS 05 ^{ème}	LAVOISIER			72 493,00	
PARIS 06 ^{ème}	MONTAIGNE			103 847,00	
PARIS 07 ^{ème}	VICTOR DURUY			112 634,00	
PARIS 12 ^{ème}	PAUL VALERY			94 061,00	
PARIS 13 ^{ème}	CLAUDE MONET			106 842,00	
PARIS 13 ^{ème}	GABRIEL FAURE			88 869,00	
PARIS 13 ^{ème}	RODIN			96 258,00	
PARIS 14 ^{ème}	FRANCOIS VILLON			95 859,00	
PARIS 14 ^{ème}	PAUL BERT			65 104,00	
PARIS 15 ^{ème}	BUFFON			135 999,00	
PARIS 15 ^{ème}	CAMILLE SEE			140 193,00	
PARIS 16 ^{ème}	CLAUDE BERNARD			74 690,00	
PARIS 16 ^{ème}	JANSON DE SAILLY			144 786,00	
PARIS 16 ^{ème}	JEAN DE LA FONTAINE			166 754,00	
PARIS 16 ^{ème}	JEAN-BAPTISTE SAY			148 980,00	
PARIS 16 ^{ème}	MOLIERE			112 834,00	
FONTAINEBLEAU	FRANCOIS COUPERIN			78 884,00	
POISSY	LE CORBUSIER			86 073,00	
VERSAILLES	HOCHÉ			121 021,00	
NEUILLY SUR SEINE	PASTEUR			141 391,00	

REGION ILE-DE-FRANCE

MEUDON LA FORET	RABELAIS			130 807,00	
SCEAUX	LAKANAL			121 421,00	
SCEAUX	MARIE CURIE			146 584,00	
VANVES	MICHELET			126 613,00	
AUBERVILLIERS	D'ALEMBERT + Collège DIDEROT			134 801,00	
AUBERVILLIERS	HENRI WALLON			103 248,00	
BONDY	JEAN RENOIR			98 654,00	
MONTREUIL SOUS BOIS	JEAN JAURES			93 662,00	
NOISY LE SEC	OLYMPE DE GOUGES			132 804,00	
NOGENT SUR MARNE	EDOUARD BRANLY			87 471,00	
VILLENEUVE LE ROI	GEORGES BRASSENS			63 507,00	
VINCENNES	HECTOR BERLIOZ			92 863,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)					
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section					
Annulations sur dépenses (c) (6)					
Dépenses nettes (a - c)				4 880 000,00	
RECETTES (b)				4 880 000,00	4 880 000,00
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)					
Département de Paris				3 120 196,00	
Département de Seine et Marne				78 884,00	
Département des Yvelines				207 094,00	
Département des Hauts de Seine				666 816,00	
Département de Seine-Saint-Denis				563 169,00	
Département du Val-de-Marne				243 841,00	
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)					
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)					
Annulations sur dépenses (d) (6)					
Recettes nettes (b - d)				4 880 000,00	

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV - ANNEXES	IV
ÉLÉMENTS DE BILAN - ÉTAT DES PRÊTS	B6

B6 - PRÊTS (comptes 274)

BÉNÉFICIAIRES	Date de la Délibération	Encours restant dû au 01/01/19	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
S.N.C.F.	05/12/1990	93 250 874,93	12 280 247,39	0,00	
R.F.F.	02/11/1999	30 428 366,23	3 453 682,97	0,00	
R.A.T.P.	22/06/1972	187 339 844,59	18 508 966,67	0,00	0,00
SYNDICAT DES EAUX	05/12/1986	0,01	0,01	0,00	
Total - Prêts assortis d'intérêts (nature 2748)		311 019 085,76	34 242 897,04	0,00	0,00
VILLES NOUVELLES	28/08/1985	61 103 619,29	3 810 565,79	0,00	
<i>dont :</i>					
- EPAVN MELUN-SENART (Grand Paris Sud)		47 697 024,13	882 704,04	0,00	
- EPAVN MARNE LA VALLEE		13 385 947,47	2 907 214,06	0,00	
- EPAVN CERGY (Grand Paris Aménagement)		20 647,69	20 647,69	0,00	
AVANCES DIVERSES		1 753 471,23	0,00	0,00	
<i>dont :</i>					
Avances BPAL	17/06/1986	0,00	0,00	0,00	
Avances PNR	20/02/1995	0,00	0,00	0,00	
Avances Fonds de solidarité aux communes	06/04/2006 et 17/12/2007	0,00	0,00	0,00	
Avances SEM ENERGIES POSIT'IF	24/09/2015	0,00	0,00	0,00	
Avances Fonds d'urgence aux communes	21/09/2016	1 753 471,23	0,00	0,00	
Total - Prêts non assortis d'intérêts (nature 2745)		62 857 090,52	3 810 565,79	0,00	
SCIENTIOPOLE INITIATIVE SERVICES	21/09/2016	2 027 812,50	0,00	0,00	
Total - Prêts d'honneur (nature 2744)		2 027 812,50	0,00	0,00	
TOTAL GENERAL		375 903 988,78	38 053 462,83	-	-

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	B7.1
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES-DEPENSES	

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		661 482 000,00	I 661 482 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		346 272 000,00	346 272 000,00
1631	Emprunts obligataires	200 000 000,00	200 000 000,00
1641	Emprunts en euros	146 272 000,00	146 272 000,00
1643	Emprunts en devises		
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt		
1671	Avances consolidées du Trésor		
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor		
1678	Autres emprunts et dettes		
1681	Autres emprunts		
1682	Bons à moyen terme négociables		
1687	Autres dettes		
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		315 210 000,00	315 210 000,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. d'invest. transférées au compte de résultat	315 210 000,00	315 210 000,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	661 482 000,00			661 482 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		1 328 235 000,00	III 1 328 235 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		95 000 000,00	95 000 000,00
10222	FCTVA	95 000 000,00	95 000 000,00
10228	Autres fonds		
138	Autres subventions invest. non transf.		
	[...]		
Ressources propres internes de l'année (b)		1 233 235 000,00	1 233 235 000,00
169	Primes de remboursement obligations		
26...	Participations et créances rattachées		
	[...]		
27...	Autres immobilisations financières		
2745	Avances remboursables	3 811 000,00	3 811 000,00
2748	Autres prêts	34 243 000,00	34 243 000,00
	[...]		
28...	Amortissement des immobilisations		
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	756 405 000,00	756 405 000,00
281	Amortissements des immobilisations corporelles	140 308 000,00	140 308 000,00
	[...]		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
	[...]		
954	Produits des cessions d'immobilisations		
951	Virement de la section de fonctionnement	298 468 000,00	298 468 000,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	1 328 235 000,00			1 328 235 000,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des dépenses propres	II 661 482 000,00
Ressources propres disponibles	IV 1 328 235 000,00
Solde	V = IV - II (5) 666 753 000,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédit de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES																	IV
REGION ILE-DE-FRANCE																	C1.1

C1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt (1)		Désignation du Bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial de l'emprunt	Part garantie (en %)	Capital restant dû de l'emprunt initial au 01/01/2019 (9)	Durée rési-duel-le (en mois)	Périodicité des rem-bourse-ments (2)	Taux Initial			Taux à la date du vote du budget (6)			Nature de l'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant aller modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice (9)			
										Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital		
An-née	Pro-fil				TOTALS GENERAUX			6 650 000,00		639 908,36										21 090,60	92 349,84
Totaux pour les emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logement sociaux)					6 650 000,00		639 908,36										21 090,60	92 349,84			
2007	P	SEM GENOPOLE	Programme d'investissements prévus au Budget	Société Générale	4 150 000,00	30%	331 999,96	48	A	F	-	4,50%	F	-	4,50%	F	-	13 726,00	83 000,00		
2017	P	SEM GENOPOLE	Programme d'investissements prévus au Budget	La Banque Postale	2 500 000,00	12,5%	307 908,41	290	A	F	-	2,41%	F	-	2,41%	F	-	7 364,60	9 349,83		

(1) C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour in fine, S pour semestriel, M pour mensuel, X pour autres.

(2) A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel, M pour mensuel.

(3) F pour taux fixe, R pour préfixé, ou V pour post-fixé pour les taux variables.

(4) Indice de référence : marchés monétaires (EONIA, T4M, TAM, TIOP,...), obligataire (TEC, TMO, TME), international (EURIBOR)

(5) Taux annuel tout frais compris.

(6) Taux après opérations d'échange éventuelles. S'agissant du niveau du taux, pour un taux variable, il est indiqué, le niveau à la date du budget pour l'état annexé au budget primitif, le taux constaté sur l'exercice pour l'état annexé au compte administratif.

(7) Nature de l'emprunt : Taux fixe sur toute la durée (F), indexé sur toute la durée (I), avec des tranches (T), ou avec des options (O).

(8) Annuité due au titre du contrat initial et comptabilisée à l'article 66111.

(9) L'annuité ainsi que le capital restant dû ne porte que sur la part garantie par la Région.

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENT HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	C1.2

C1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 4253-1 du CGCT	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	113 440,43
+ Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	-
+ Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	433 166 000,00
- Provisions pour garanties d'emprunts	-
TOTAL des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	433 279 440,43
Recettes réelles de fonctionnement	5 770 176 000,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	7,5%

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50% des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – SUBVENTIONS VERSEES	C2

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET					
Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					
	[...]				
FONCTIONNEMENT (total)					
	[...]				

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	C3

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RETANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers										
[...]										
Crédits-bails immobiliers										
Total										

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	C4

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant (1)	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts invest. (2)	Somme nette des parts invest. (3)
Marché de partenariat pour une partie du financement, la conception, la construction et tout ou partie du gros entretien et renouvellement (GER) et de l'exploitation-maintenance de deux lycées situés à Palaiseau et à Pierrefitte-sur-seine	mars 2019 (prévision)	Non connu à ce stade	Financement Conception Gros entretien et renouvellement Exploitation maintenance	142 936 426,90	74 620 727,52	mars 2019 à septembre 2041	2041	44 179 434,72	sans objet

NB : données issues de l'Etude de Soutenabilité Budgétaire

(1) Montant maximum de rémunération

(2) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(3) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	C5

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL							
8017 Subventions à verser en annuités							
	[...]						
8018 Autres engagements donnés							
Au profit d'organismes publics							
	[...]						
Au profit d'organismes privés							
	[...]						

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	C6

ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL							
8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)						
	[...]						
8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)						
	[...]						
8028	Autres engagements reçus						
	A l'exception de ceux reçus des entreprises						
	[...]						
	Engagements reçus des entreprises						
	[...]						

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	C7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale				
Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)		86 089 000,00	548 540 000,00	-462 451 000,00
Taxe sur construction de bureaux		110 000 000,00	650 000 000,00	-362 176 000,00
Taxe d'aménagement		32 824 000,00		
Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement		65 000 000,00		
Taxe additionnelle spéciale annuelle		80 000 000,00		
TICPE Grenelle		64 000 000,00	650 000 000,00	-586 000 000,00
Total		437 913 000,00	1 848 540 000,00	-1 410 627 000,00

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)		
Reste à employer au 01/01/N		
Recettes		
Chapitre - Article	Libellé article	Montant
902-1332	Dotation régionale d'équipement scolaire	86 089 000,00
	Total	86 089 000,00
Dépenses		
Chapitre - Article	Libellé article	Montant
902	Dépenses d'enseignement hors enseignement supérieur	548 540 000,00
	Total	548 540 000,00
Restes à employer au 31/12//N		-462 451 000,00

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	C7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale		
Taxe pour création de bureaux (TCB) et Taxe d'aménagement		
Reste à employer au 01/01/N		
Recettes		
Chapitre - Article	Libellé article	Montant
921-13332	Taxe sur construction de bureaux (art. L520-4 du Code de l'urbanisme)	110 000 000,00
921-10226	Taxe d'aménagement (art. L331-4 du Code de l'urbanisme)	32 824 000,00
921-13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	65 000 000,00
921-1338	Taxe additionnelle spéciale annuelle	80 000 000,00
	Total	287 824 000,00
Dépenses		
Chapitre - Article	Libellé article	Montant
905-52/907-77 et 78/ 908	Dépenses de transports	650 000 000,00
	Total	650 000 000,00
Restes à employer au 31/12/N		-362 176 000,00
TICPE Grenelle		
Reste à employer au 01/01/N		
Recettes		
Chapitre - Article	Libellé article	Montant
921-10223	TICPE 2ème part (TICPE Grenelle)	64 000 000,00
	Total	64 000 000,00
Dépenses*		
Chapitre - Article	Libellé article	Montant
905-52/907-77 et 78/ 908	Dépenses affectées au financement d'une infrastructure de transport durable, ferroviaire ou fluviale (art 11 et 12 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009) et à l'amélioration du réseau de transports urbains en Ile-de-France.	650 000 000,00
	Total	650 000 000,00
Restes à employer au 31/12/N		-586 000 000,00

* Article 265-Abis du code des douanes

IV – ANNEXES										IV D1
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019										

D1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019

GRADES OU EMPLOIS (1)		CATEGORIES (2)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT			
			EMPLOIS PERMANENT S A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES (effectifs physiques)	AGENTS NON TITULAIRES (effectifs physiques)	TOTAL	ETPT
EMPLOIS FONCTIONNELS ET COLLABORATEURS DE CABINET ¹									
Directeur général des services		A	1	0	1	0	1	1	1,00
Directeur général adjoint des services			11	0	11	5	5	10	10,42
Collaborateurs de cabinet			27	0	27	20	6	26	25,56
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNELS ET COLLABORATEURS DE CABINET			39	0	39	25	12	37	36,98
FILIERE ADMINISTRATIVE ²									
Administrateurs	Administrateur général	A	1	0	1	1	0	1	0,88
	Administrateur hors classe	A	11	0	11	11	0	11	10,80
	Administrateur		53	0	53	21	14	35	34,53
	Total administrateurs		65	0	65	33	14	47	46,21
Attachés	Attaché hors classe	A	9	0	9	9	0	9	10,08
	Directeur Territorial		89	0	89	89	0	89	89,79
	Attaché principal		113	0	113	113	0	113	106,68
	Attaché territorial		466	0	466	212	188	400	390,88
	Total attachés		677	0	677	423	188	611	597,43
Rédacteurs	Rédacteur principal de 1ère classe	B	55	0	55	55	0	55	56,28
	Rédacteur principal de 2ème classe		83	0	83	83	0	83	80,62
	Rédacteur territorial		141	0	141	91	14	105	101,65
	Total rédacteurs		279	0	279	229	14	243	238,55
Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal 1ère classe	C	59	0	59	59	0	59	44,46
	Adjoint administratif principal 2ème classe		222	0	222	222	0	222	221,07
	Adjoint administratif		100	0	100	88	7	95	108,29
	Total adjoints administratifs		381	0	381	369	7	376	373,82
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE			1 402	0	1 402	1 054	223	1 277	1 256,01

IV – ANNEXES										IV D1
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019										

D1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019

GRADES OU EMPLOIS (1)		CATEGORIES (2)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT			
			EMPLOIS PERMANENT S A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES (effectifs physiques)	AGENTS NON TITULAIRES (effectifs physiques)	TOTAL	ETPT
FILIERE TECHNIQUE ³									
Ingénieurs en chef	Ingénieur général	A	1	0	1	1	0	1	1,00
	Ingénieur en chef hors classe		29	0	29	29	0	29	29,00
	Ingénieur en chef		45	0	45	33	10	43	43,00
	Total ingénieurs en chef		75	0	75	63	10	73	73,00
Ingénieurs	Ingénieur hors classe	A	0	0	0	0	0	0	0,00
	Ingénieur principal		77	0	77	77	0	77	78,82
	Ingénieur		106	0	106	30	51	81	78,26
	Total ingénieurs territoriaux		183	0	183	107	51	158	157,08
Techniciens territoriaux	Technicien principal 1ère classe	B	21	0	21	21	0	21	22,33
	Technicien principal 2ème classe		16	0	16	16	0	16	13,55
	Technicien		32	0	32	24	6	30	31,74
	Total techniciens territoriaux		69	0	69	61	6	67	67,00
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal	C	12	0	12	12	0	12	10,50
	Agent de maîtrise		16	0	16	14	0	14	14,93
	Total agents de maîtrise		28	0	28	26	0	26	25,43
Adjointes techniques	Adjoint technique principal 1ère classe	C	24	0	24	24	0	24	21,76
	Adjoint technique principal 2ème classe		64	0	64	64	0	64	62,93
	Adjoint technique		52	0	52	29	9	38	39,96
	Total adjointes techniques		140	0	140	117	9	126	124,65
TOTAL FILIERE TECHNIQUE			495	0	495	374	76	450	447,16

IV – ANNEXES										IV D1
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019										

D1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019

GRADES OU EMPLOIS (1)		CATEGORIES (2)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT			
			EMPLOIS PERMANENT S A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES (effectifs physiques)	AGENTS NON TITULAIRES (effectifs physiques)	TOTAL	ETPT
FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DU CREPS ⁴									
Techniciens territoriaux	Technicien principal 1ère classe	B	1	0	1	0	0	0	1,68
	Technicien principal 2ème classe		5	0	5	5	0	5	3,26
	Technicien		9	0	9	9	0	9	10,01
	Total techniciens territoriaux		15	0	15	14	0	14	14,95
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal	C	6	0	6	6	0	6	5,08
	Agent de maîtrise		192	0	192	107	0	107	100,38
	Total agents de maîtrise		198	0	198	113	0	113	105,46
Adjoints techniques des établissements d'enseignement	Adjoint technique principal 1ère classe des établissements d'enseignement	C	1 871	0	1 871	1 871	0	1 871	1 476,33
	Adjoint technique principal 2ème classe des établissements d'enseignement		4 443	0	4 443	4 236	0	4 236	4 583,61
	Adjoint technique des établissements d'enseignement		1 874	0	1 874	1 359	474	1 833	1 743,89
	Total adjoints techniques des établissements d'enseignement		8 188	0	8 188	7 466	474	7 940	7 803,83
TOTAL FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT			8 401	0	8 401	7 593	474	8 067	7 924,24
Techniciens territoriaux	Technicien principal 1ère classe	B	1	0	1	0	0	0	0
	Technicien principal 2ème classe		0	0	0	0	0	0	0
	Technicien		0	0	0	0	0	0	0
	Total techniciens territoriaux		1	0	1	0	0	0	0
Adjoints techniques	Adjoint technique principal de 1ère classe	C	0	0	0	0	0	0	0
	Adjoint technique principal de 2ème classe		8	0	8	8	0	8	8
	Adjoint technique		12	0	12	8	3	11	11
	Total adjoints techniques		20	0	20	16	3	19	19
TOTAL FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX DE FORMATION			21	0	21	16	3	19	19
TOTAL GENERAL FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DU CREPS ⁴			8 422	0	8 422	7 609	477	8 086	7 943,24

IV – ANNEXES										IV D1
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019										

D1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019

GRADES OU EMPLOIS (1)		CATEGORIES (2)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT			
			EMPLOIS PERMANENT S A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES (effectifs physiques)	AGENTS NON TITULAIRES (effectifs physiques)	TOTAL	ETPT
FILIERE CULTURELLE ⁵									
Conservateurs territoriaux du patrimoine	Conservateur territorial du patrimoine en chef	A	8	0	8	8	0	8	8,00
	Conservateur territorial du patrimoine		2	0	2	2	0	2	2,00
	Total conservateurs du patrimoine		10	0	10	10	0	10	10,00
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	Attaché principal de conservation du patrimoine	A	2	0	2	0	0	0	0,00
	Attaché de conservation du patrimoine		2	0	2	2	0	2	1,93
	Total attachés de conservation du patrimoine		4	0	4	2	0	2	1,93
Bibliothécaires territoriaux	Bibliothécaire principal	A	0	0	0	0	0	0	0,00
	Bibliothécaire territorial		0	0	0	0	0	0	0,00
	Total bibliothécaires territoriaux		0	0	0	0	0	0	0,00
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 1ère classe	B	1	0	1	1	0	1	1,09
	Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 2ème classe		1	0	1	1	0	1	1,00
	Assistant de conservation du patrimoine		9	0	9	0	0	0	0,00
	Total assistants qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques		11	0	11	2	0	2	2,09
TOTAL FILIERE CULTURELLE			25	0	25	14	0	14	14,02

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019	D1

D1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT			
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES (effectifs physiques)	AGENTS NON TITULAIRES (effectifs physiques)	TOTAL	ETPT
A/ TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3 + 4 + 5)		10 383	0	10 383	9 076	788	9 864	9 697,41
Emplois dédiés à l'assistance technique dans le cadre des programmes européens 2014-2020	A	18	0	18	4,00	2,00	6	6,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

NB : les agents en disponibilité d'office pour raisons de santé (Dors) sont rémunérés sur la base d'un demi traitement brut. Ils sont donc intégrés dans les effectifs rémunérés.

* **Agents non titulaires pris en compte** : Motif du contrat conformément à l'article 40 de la loi du 12 mars 2012 modifiant l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984

Article 3-2 : pour faire face à une vacance temporaire d'emploi

Article 3-3 : 3-3,1° et 3-3,2° : lorsqu'il n'existe pas de cadres d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes,

pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi.

Article 3-4 : CDI pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2012-347

Article 38 : art. 38 travailleurs handicapés catégorie C

Ces agents non titulaires sont indiqués sur le 1er grade du cadre d'emplois.

Article 47 : art. 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 etc :

Article 110 : art.110 (collaborateurs de cabinet)

IV – ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019							D1
DETAIL DES AGENTS NON TITULAIRES							
AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	Effectifs rémunérés au 31/10/2018	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
				Indice brut	Euros annuels bruts	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
FILIERE ADMINISTRATIVE							
Directeur général et directeur général adjoint	A	ADM	6	1021 - HEE2	825 024,93	47	A
Collaborateur de cabinet	A	CAB	26	(3)	2 350 545,53	110	A
Collaborateur de groupe	A	CAB	38	434 - 1022	1 818 604,34	110-1	A
Administrateur	A	ADM	11	533 - HEC3	882 813,10	3-3-2°	CDD
Administrateur	A	ADM		533 - HEC3	242 253,71	3-3-2°	CDI
Attaché territorial	A	ADM	5	434 - 1022	130 506,82	3-1	CDD
Attaché territorial	A	ADM	32	434 - 1022	642 889,04	3-a°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	4	434 - 1022	112 240,32	3-2	CDD
Attaché territorial	A	ADM	144	434 - 1022	5 315 621,80	3-3-2°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	40	434 - 1022	1 915 524,96	3-3-2°	CDI
Attaché territorial	A	ADM		434 - 1022	28 619,02	3-b	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	7	366 - 701	114 749,96	3-1	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	13	366 - 701	373 267,61	3-2	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM		366 - 701	9 690,42	3-3-2°	CDI
Rédacteur territorial	B	ADM	20	366 - 701	331 770,26	3-a°	CDD
Rédacteur territorial	C	ADM		366 - 701	8 791,27	3-b	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	16	347 - 548	449 736,75	3-a°	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	7	347 - 548	188 190,83	3-1	CDD
Adjoint administratif	C	ADM	4	347 - 548	66 933,19	3-2	CDD
Adjoint administratif	C	ADM		347 - 548	125 422,09	3-3-2°	CDI
Adjoint administratif	C	ADM	4	347 - 548	857 417,30	3-b	CDD
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE			383		16 790 613,25		

IV – ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019							D1
DETAIL DES AGENTS NON TITULAIRES							
AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	Effectifs rémunérés au 31/10/2018	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
				Indice brut	Euros annuels bruts	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
FILIERE TECHNIQUE							
Ingénieur territorial	A	TECH	35	434 - HEC3	1 553 048,20	3-3-2°	CDD
Ingénieur territorial	A	TECH	26	434 - HEC3	1 400 297,31	3-3-2°	CDI
Ingénieur territorial	A	TECH		434 - HEC3	11 221,18	3-1	CDD
Ingénieur territorial	A	TECH		434 - HEC3	33 177,76	3-2	CDD
Ingénieur territorial	A	TECH		434 - HEC3	5 569,06	3-a°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	5	366 - 701	130 300,81	3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH		366 - 701	5 325,46	3-3-2°	CDD
Technicien territorial	B	TECH	4	366 - 701	84 527,15	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH		347 - 548	103 083,72	3-1	CDD
Adjoint technique	C	TECH	7	347 - 548	135 356,48	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH		347 - 548	48 921,03	3-3-2°	CDI
Adjoint technique	C	TECH	17	347 - 548	447 394,30	3-a°	CDD
Adjoint technique	C	TECH		347 - 548	15 235,85	3-b	CDD
TOTAL FILIERE TECHNIQUE			104		3 973 458,31		
FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT							
Adjoint technique des établissements d'enseignement	C	ENT / RS	659	347 - 548	13 852 692,62	3-1	CDD
Adjoint technique des établissements d'enseignement	C	ENT / RS	467	347 - 548	9 071 339,94	3-2	CDD
Adjoint technique des établissements d'enseignement	C	ENT / RS	10	347 - 548	303 281,18	3-4	CDI
TOTAL FILIERE TECHNIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT			1 136		23 227 313,74		
FILIERE CULTURELLE							
Attaché de conservation	A	CULT		434 - 979	41 015,68	3-a°	CDD
Attaché de conservation	A	CULT		434 - 979	18 120,17	3-b	CDD
TOTAL FILIERE CULTURELLE					59 135,85		
SOUS TOTAL			1 625		44 050 521,15		
Emploi d'avenir					67 743,68	A	A
Autres			67		967 043,30	A	A

IV – ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2019							D1
DETAIL DES AGENTS NON TITULAIRES							
AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	Effectifs rémunérés au 31/10/2018	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
				Indice brut	Euros annuels bruts	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TOTAL GENERAL			1 692		45 085 308,13		
Dont							
AGENTS OCCUPANT UN EMPLOI PERMANENT (6)			1 459		36 950 285,43		
AGENTS OCCUPANT UN EMPLOI NON PERMANENT (7)			233		8 135 022,70		

(1) CATEGORIES A, B et C.

(2) SECTEUR :

ADM : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
 TECH : Technique et informatique dont emploi de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
 RS : Restauration scolaire
 ENT : Entretien
 CULT : Culturel
 CAB : Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)
 OTR : Missions non rattachables à une filière

(3) REMUNERATION : gains bruts et charges patronales

Le total de la rémunération correspond au traitement indiciaire de référence majoré des primes et indemnités applicables aux personnels titulaires relevant de la même échelle indiciaire.

Conformément à l'article 7 du décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 la rémunération des collaborateurs de cabinet est plafonnée à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité.

Référence à un indice brut de la fonction publique ou en euros annuels bruts

NB : Les années précédentes l'indice indiqué correspondait à l'indice majoré. Conformément à la nomenclature demandée, les indices référencés sont désormais en indice brut.

Cellule grisée : Conformément à la réglementation sur la communication des données personnelles, les rémunérations correspondant à un nombre d'agents inférieur ou égal à 3 sont masquées.

(4) CONTRAT : Motif du contrat conformément à l'article 40 de la loi du 12 mars 2012 modifiant l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984

Article 3 : 3-a° et 3-b: accroissement temporaire d'activité / accroissement saisonnier d'activité

Article 3-1 : remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à servir à temps partiel ou indisponibles (maladie, maternité, congé parental...).

Article 3-2 : pour faire face à une vacance temporaire d'emploi

Article 3-3 : 3-3,1° et 3-3,2° : lorsqu'il n'existe pas de cadres d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes, pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi.

Article 3-4 : CDI pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n°2012-347

Article 38 : art. 38 travailleurs handicapés catégorie C

Article 47 : art. 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

Article 110 : art.110 (collaborateurs de cabinet) et 110-1 (collaborateurs de groupe)

A : autres (Apprentis, stagiaires conventionnés, experts)

(5) - Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés "A / autres" et feront l'objet d'une précision (ex : "contrats aidés")

(6) - Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1° et 3-2°, 110 et 110-1

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA RÉGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (article L. 4313-2 du CGCT)	D2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à : REGION ILE-DE-FRANCE - SGCR - 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie de recette annuelle Parc de loisirs de Vaires-Torcy	UCPA	UCPA	Association	155 000,00
Détention d'une part du capital				
CR 02-90 du 18/01/1990	SOCIETE D'ETUDES, DE MAITRISE D'OUVRAGE ET D'AMENAGEMENT PARISIENNE	SEMAPA	SA à conseil d'administration	38 112,25
CR 46-90 du 13/11/1990 CR 28-00 du 21/06/2000	SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL D'ILE-DE-FRANCE	SAFER	SA à conseil d'administration	51 405,80
CR 36-91 du 09/07/1991 CR_139-16 du 16/06/2016	SAEM CITALLIOS	CITALLIOS	SA d'économie mixte à conseil d'administration	914 694,10
CR 65-01 du 13/12/2001	SEM GENOPOLE	SEM GENOPOLE	SA d'économie mixte à conseil d'administration	9 146 000,00
CR 10-02 du 27/06/2002 CR 69-08 du 26/06/2008 CR 2012-12 du 22/11/2012 CR 45-15 du 18/06/2015 CP 2017-367 du 05/07/2017	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION PARISIENNE	SAERP	Société publique locale	3 400 000,00
CP 07-640 du 12/07/2007	GENOPOLE 1ER JOUR	GENOPOLE 1ER JOUR	SA à directoire	1 649 992,20
CP 09-068 du 22/01/2009	FINANCITES	FINANCITES	Société par actions simplifiée	2 000 000,00

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA RÉGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (article L. 4313-2 du CGCT)	D2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à : REGION ILE-DE-FRANCE - SGCR - 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
CR 08- 06 du 17/03/2006 CP 09-475 du 28/05/2009	SCIENTIPOLE IDF CAPITAL	SCIENTIPOLE IDF CAPITAL	Société par actions simplifiée	1 800 000,00
CP 11-185 du 10/03/2011 CP 12-508 du 12/07/2012 CP 13-726 du 17/10/2013 CP 14-236 du 10/04/2014 CP 15-230 du 09/04/2015 CP 15-649 du 08/10/2015 CP 2017-220 du 17/05/2017 CP 2017-496 du 18/10/2017	FONDS REGIONAL DE CO-INVESTISSEMENT	FINANCITES	SAS à associé unique	33 400 000,0
CR 31-14 du 19/06/2014	ILE DE FRANCE CAPITAL 2	IDF CAPITAL IDFC 2	SA à directoire	10 000 000,00
CR 64-00 du 13/12/2000 CP 01-710 du 6/12/2001 CP 07-1105 du 29/11/2007 CP 11-312 du 19/05/2011	CAP DECISIF	CAP DECISIF	Société par actions simplifiée	9 838 935,00
CP 14-665 du 17/10/2014	INNOVACOM ILE DE France	INNOVACOM GESTION	SA à directoire	15 000 000,0

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA RÉGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (article L. 4313-2 du CGCT)	D2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à : REGION ILE-DE-FRANCE - SGCR - 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
CR 115-11 du 17/11/2011 CP 2018-155 du 04/07/2018	SEM ENERGIES POSIT'IF	SEM ENERGIES POSIT'IF	SA d'économie mixte à conseil d'administration	6 020 000,00
CR 2017-083 du 18/05/2017	SEML SIGEIF MOBILITÉS	SIGEIF MOBILITES	Société d'économie mixte locale	350 000,00

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA RÉGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (article L. 4313-2 du CGCT)	D2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à : REGION ILE-DE-FRANCE - SGCR - 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen

Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Cf. Annexe IV - C1.1 - Etat des emprunts garantis				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Cf. Annexe IV - C2 - Subventions versées				
Autres (parts sociales)				
CP 08-761 du 10/07/2008	EQUISOL COOP CAPITAL VARIABLE	EQUISOL	SA coopérative à conseil d'administration	1 750 000,00
CP 06-533 du 06/07/2007 et CP 13-775 du 20/11/2013	COPROCOOP ILE DE FRANCE	COPROCOOP IDF	Société coopérative d'intérêt collectif de statut HLM	599 985,00
Reçu 087-947 du 07/09/1971	CAISSE LOCALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL	CREDIT AGRICOLE MUTUEL		426,86
CP 98-405 du 05/11/1998	ASSOCIATION FRANCE ACTIVE	FRANCE ACTIVE	Association	15,24

(1) Hôtel de région et autres lieux publics désignés par la Région.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée,...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	D 3.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA REGION

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE PARTICIPATION	
Syndicats mixtes (article L.5721-2 du CGCT)			
Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Vexin Français	Délibération CR 125-07 du 23/01/2007	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	1 868 950,41
Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du PNR de la Vallée de Chevreuse	Délibération CR 83-26 du 11/10/1983	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	1 565 040,41
Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Gâtinais Français	Délibération CR 25-97 du 23/01/2007	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	1 229 064,07
Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du PNR Oise Pays de France	Délibération CR 19-03 du 26/06/2003	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	305 090,05
Syndicat mixte du Bassin versant de la Bièvre	Délibération CP 02-147 du 11/04/2002	Cotisation de fonctionnement	38 512,00
Syndicat mixte d'études et de réalisation de l'interconnexion des TGV (1)	Délibération CR 10-08 du 17/04/2008	Cofinancement du programme d'investissement et du budget de fonctionnement (60% par l'intermédiaire de l'AEV)	-
Syndicat mixte d'études et de gestion de la base de plein et de loisirs de la Corniche des Forts	Délibération CP 01-21 du 08/02/2001	Syndicat d'études, la RIF est maître d'ouvrage direct	-
Syndicat forum Métropolitain (Paris Métropole)	Délibération CR161-08 du 15/12/2008	Cotisation de fonctionnement	100 000,00
Syndicat mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP)	Délibération CR 18-14 du 13/02/2014 Délibération CR 2017-78 du 18/05/2017	Cotisation de fonctionnement	198 000,00
Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique	Délibération CR 60-12 du 21/06/2012	Cotisation de fonctionnement	100 000,00
Syndicat mixte ouvert d'études de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis et de son quartier	Délibération CR 154-16 du 8 juillet 2016	Cotisation de fonctionnement	70 000,00
Autres organismes de regroupement			
Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) (2)	Délibération CP 14-225 du 10/04/2014	Cotisation de fonctionnement	25 251,21
Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF) (2)	Délibération CP 13-516 du 11/07/2013 Délibération CP 18-420 du 19/09/2018	Cotisation de fonctionnement	21 689,37

(1) Montant des mandats de dépenses d'investissement émis par l'Agence des Espaces Verts en faveur du syndicat mixte.

(2) Cotisations au titre de l'adhésion aux groupements de commande pour l'achat d'électricité, de gaz naturel et de services d'efficacité énergétique

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	D3.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
[...]					

(1) Exemples de catégories : régies intéressées.

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	D3.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
[...]						

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D3.4

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
[...]				

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS - VOLET 1 : BUDGET	D3.5.1

VOLET 1 - BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC			Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		
Autres			Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		
			Matériel		
Sous-total Fonctionnement			Sous-total Fonctionnement		(B)
INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel					
Autres					
Sous-total Investissement			Effort propre de la Région (A - B)		(C)
TOTAL DEPENSES		(A)	TOTAL RECETTES (B + C)		

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS - VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D3.5.2

VOLET 2 - COMPTE TER SNCF (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

<u>Produits d'exploitation courante :</u> Produits du trafic Produits annexes du trafic Compensations des réductions tarifaires Travaux pour Tiers Produits hors trafic <u>Total chiffre d'affaires</u> Versements des Collectivités Production immobilisée et stockée <u>Total produits d'exploitation courante</u>	
<u>Charges d'exploitation courante :</u> Personnel - Masse salariale Consommations intermédiaires Péage RFF Impôts, taxes et versements assimilés <u>Total charges d'exploitation courante</u>	
<u>Facturations majeures :</u> Achats stockés Impôts et taxes hors FAP Maintenance matériel roulant Traction trains, conduite et logistique Echange de locomotives entre Activités Energie de traction électrique Energie de traction diesel Entretien/maintenance des installations fixes Prestations télécoms Echange de matériel roulant entre Activités Prestations trains Contribution de service Activité Gare Transport en service <u>Total facturations majeures</u>	
<u>Prestations de main d'œuvre inter-domaines :</u> - Dont Etablissements autres que EEX - Dont Etablissements EEX Autres facturations <u>Total facturations internes</u>	
<u>TOTAL CHARGES</u>	

Contributions au ECE	
<u>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</u>	
Dotations aux amortissements Reprise de subvention et écart de réévaluation Variation des provisions/transfert de charges Autres produits et charges de gestion courante <u>Total dotations, reprises, transferts et autres</u>	
<u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>	
Résultat financier	
<u>RESULTAT COURANT</u>	
Résultat exceptionnel	
<u>RESULTAT NET</u>	

- (1) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.
 (2) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante - total charges.
 (3) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation - contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.
 (4) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.
 (5) Résultat net = résultat courant + résultat exceptionnel.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

SANS OBJET

IV - ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	E1

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date du vote) ou assiettes	Variation des bases ou assiettes / (N-1)	Taux appliqués par décision du conseil régional	Variation de taux / (N-1)	Produit voté par le conseil régional (€) n-1	Produit voté par le conseil régional (€)	Variation du produit/ N-1
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE modulation) (part régionale définie à l'article 265 du code des douanes) Fraction de tarif en euros par hectolitre				0,0% 0,0%		sans objet suite à l'art.89 de la LFR 2016	
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (Majoration - TICPE Grenelle) (majoration définie à l'article 265 A bis du code des douanes) Fraction de tarif en euros par hectolitre			Gazole : 1,35 €/hl Super sans plomb : 0,73 €/hl		65 000 000	64 000 000	-1,5%
Taxe sur les permis de conduire			0	0,0%	0	0	0,0%
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules taux unitaire en euros par cheval vapeur (article 1599 sexdecies du Code général des impôts)			46,15	0,0%	355 212 000	332 000 000	-6,5%
taux pour les véhicules visés à l'article 1599 novodécies A du code général des impôts, en euros par cheval vapeur			0	0,0%			0,0%
Part régionale de la taxe d'aménagement			1%	0,0%	40 000 000	32 824 000	-17,9%
TOTAL GENERAL					460 212 000	428 824 000	-6,8%

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 209

Nombre de membres présents : 200

Nombre de suffrages exprimés : 200

VOTES :

Pour : 118

Contre : 79

Abstentions : 3

Date de convocation : 27/11/2018

Présenté par la Présidente,
A Paris, le 19 décembre 2018

Délibéré par le Conseil régional, réuni en session
A Paris, le 19 décembre 2018
Les membres du Conseil régional.

Certifié exécutoire par la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le 20 décembre 2018, et de la publication le 20 décembre 2018

A Paris, le 19 décembre 2018

